

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE
Honneur-Fraternité-Justice

MINISTERE DU PLAN

PROJET DIMENSIONS SOCIALES DE L'AJUSTEMENT

LA CONTRIBUTION DU SECTEUR INFORMEL
A L'EMPLOI ET AU PRODUIT NATIONAL EN
MAURITANIE

1977 - 1992

Juillet - Novembre 1992

Jacques CHARMES
Economiste ORSTOM

REMERCIEMENTS

L'auteur tient à remercier Mr. Mohamed Ould Abba, Conseiller du Ministre du Plan et Coordinateur du Projet "Dimensions Sociales de l'Ajustement" sans lequel ce travail n'aurait pas été possible.

Il est largement redevable à Mr. Saadna Ould BAHEIDA, Chef du Département des Statistiques Economiques et des Comptes Nationaux à l'Office National des Statistiques avec lequel il a travaillé à la collecte, la critique et l'élaboration d'une information si riche et si dispersée à la fois.

Que tous nos interlocuteurs qui ont fait preuve de tant de disponibilité et de tant d'intérêt pour le thème du secteur informel et de ses potentialités, trouvent ici l'expression de nos remerciements.

SOMMAIRE

I. Rappel des définitions et des méthodes d'estimation indirecte du secteur informel	4
II. Application au cas mauritanien : sources d'information et démarche comparative	17
1. Brève présentation des sources utilisables pour l'analyse de la population active et de ses composantes	17
2. Description détaillée des diverses sources en vue de leur utilisation optimale	20
a) Recensements et enquêtes auprès des ménages	20
b) Recensements et enquêtes auprès des entreprises et des établissements	24
c) Statistiques administratives et comptabilité nationale	30
3. Tableaux synoptiques des sources de données sur la population active et l'emploi	33
III. Le marché du travail en Mauritanie 1977-91 : grandes tendances et principales composantes.	
1. Grandes tendances de la population active 1977-88-91	37
2. L'emploi dans le secteur moderne	45
3. L'emploi dans les micro-entreprises du secteur informel d'après les enquêtes d'établissements	48
4. L'emploi dans le secteur informel en Mauritanie : résultats de l'analyse comparative	56
IV. La contribution du secteur informel à la Production nationale	67
1. Les méthodes d'estimation indirecte utilisées par les comptes nationaux	68
2. Le secteur informel dans les comptes nationaux 1989	71
3. Evolution de la part estimée du secteur informel dans le PIB sur la période 1983 - 90	73
4. Emploi et production du secteur informel en 1988	76
V. Conclusions et recommandations	80
. Bibliographie	84
. Annexe Statistique	87

Depuis 15 ans, la Mauritanie a fait l'objet de nombreuses études sur le secteur informel depuis les premières investigations du Bureau International du Travail en 1977 jusqu'au recensement des établissements et à l'enquête sur le secteur informel en milieu urbain de 1991-1992, en passant par les enquêtes du projet RAMS en 1980, de la Direction de la Statistique en 1985, et d'autres études ou enquêtes plus ponctuelles menées à l'occasion de la réalisation de projets d'études sur l'adéquation formation-emploi, l'aménagement urbain ou encore des travaux universitaires.

La disponibilité récente des résultats détaillés du recensement de la population de 1988 offre l'opportunité de tenter une estimation globale de l'emploi informel sur une période de temps assez longue, en remontant jusqu'à 1977, date du précédent recensement de population. De plus, les services de comptabilité nationale ont procédé à une estimation de la contribution du secteur informel au PIB en 1989, sur la base d'hypothèses méthodologiques tracées depuis 1983-1985. A l'occasion de la révision en cours de cette méthodologie, il apparaît opportun de confronter les estimations ainsi obtenues avec celles qui sont issues de l'analyse de la population active et de l'emploi.

Ainsi, du double point de vue des statistiques du travail et de la comptabilité nationale, la période semble bien choisie pour tenter une synthèse générale des connaissances accumulées sur le secteur informel en Mauritanie, sa place et son rôle dans l'économie nationale, ses caractéristiques et son mode de fonctionnement. Confrontées ultérieurement avec le cadre institutionnel dans lequel opèrent les agents du secteur, ces connaissances devraient permettre de définir les grandes orientations et les mesures spécifiques que pourrait prendre une politique d'encouragement et de promotion de ce secteur.

Car pour un pays comme la Mauritanie qui a connu, et connaît toujours des taux d'urbanisation extrêmement élevés, et des taux de chômage élevés et en croissance rapide, particulièrement chez les jeunes, les politiques du secteur informel constituent en effet un élément essentiel des politiques d'emploi, notamment dans le contexte de l'ajustement structurel, de la privatisation et de la libéralisation.

.

*

*

*

Après avoir rappelé les éléments de définition du concept du secteur informel et le principe des méthodes d'estimation indirecte de sa contribution à l'emploi et à la production, nous examinerons ensuite les sources d'information et la démarche appropriée qui devraient permettre d'appliquer ces méthodes au cas mauritanien. Puis nous présenterons une analyse de la population active et de l'emploi en Mauritanie, à travers les diverses composantes du marché du travail : chômage, emploi, secteurs moderne (public et privé), secteur informel, dans une perspective diachronique et dans leurs dimensions urbaines et rurales. La ville de Nouakchott fera l'objet d'une analyse spécifique approfondie. Enfin, les méthodes d'estimation de la contribution du secteur informel au PIB mauritanien seront passées en revue, ainsi que le niveau et la structure de cette contribution qui seront confrontés aux estimations de l'emploi afin d'aboutir à une série de recommandations susceptibles d'améliorer la mesure du secteur informel.

I. RAPPEL DES DEFINITIONS ET DES METHODES D'ESTIMATION INDIRECTE DU SECTEUR INFORMEL

De nombreuses définitions ont été données du secteur informel (ou non structuré) depuis son invention il y a quelque 20 ans. Bien avant même que les statisticiens du travail cherchent à le définir et à le qualifier en tant que phénomène résultant de l'exode rural et de l'insuffisante capacité d'absorption du secteur industriel, ou plus largement du secteur moderne, les comptables nationaux, dans leur effort de mesure du PIB, en avaient dessiné les contours dès les années 60, dressant la liste des activités qualifiées alors de "traditionnelles", pour lesquelles aucune donnée directe de résultat n'était disponible et qu'il convenait donc d'estimer de façon indirecte.

Aux définitions multicritères, que l'on pourrait qualifier de descriptives puisqu'elles énumèrent un certain nombre de caractéristiques des activités concernées (facilité d'entrée, propriété familiale des entreprises, importance du facteur travail par rapport au capital, importance du travail non salarié, petite échelle des activités, etc...), et aux définitions fonctionnelles qui se veulent explicatives (le secteur informel comme réserve de main-d'oeuvre exerçant une pression à la baisse sur le taux de salaire dans le secteur moderne), le statisticien, le macro-économiste et le planificateur ont en général préféré les définitions statistiques, plus opérationnelles, en vue de procéder aux estimations indirectes de l'emploi et de la production de ce secteur : non enregistrement fiscal ou statistique, absence de comptabilité, taille des entreprises inférieure à un certain seuil, tels sont les critères qui ont été traditionnellement utilisés pour définir le champ des enquêtes, des investigations et des estimations¹.

L'ampleur prise par le phénomène qui, loin de régresser, a connu une sensible accélération au cours des quinze dernières années, a amené comptables nationaux et statisticiens du travail à proposer sa prise en compte systématique dans les systèmes de comptabilité nationale, en cours de révision, et sa définition internationale en tant que concept de population active.

¹ Pour une présentation critique plus détaillée de ces diverses définitions, on se reportera à : CHARMES J. (1990) : une revue critique des concepts, définitions et recherches sur le secteur informel, in : OCDE (1990), Nouvelles approches du secteur informel, Paris, 226 p.

La XVème Conférence Internationale des Statisticiens du Travail qui se tiendra à Genève en Janvier 1993 devra se prononcer sur le projet de définition proposé lors de la réunion d'experts de Janvier 1992² et qu'il est suggéré ici de suivre, dans la mesure où il correspond aux pratiques d'estimations statistiques et macro-économiques tentées ces dernières années.

Une telle définition internationale de référence est mise en oeuvre à des fins de collecte de données, car il est improbable que l'on puisse parvenir à un accord sur une définition élaborée à des fins analytiques : de telles définitions analytiques étant repoussées à la phase de traitement des données. Ainsi, la définition internationale se réfère à la spécification du champ d'enquête (ou d'investigation, ou d'estimation) qui doit être suffisamment large pour couvrir toute la diversité des situations correspondant à la notion; elle doit être également aussi simple que possible et se fonder sur un petit nombre de critères simples afin de faciliter la collecte et l'estimation; elle doit, en définitive, recouvrir les diverses composantes de l'économie que ne reflètent pas, ou que reflètent insuffisamment, les statistiques officielles.

L'emploi informel comprend ainsi toutes les personnes qui sont, au cours d'une période de référence donnée, occupées dans des unités économiques appartenant, en tant qu'entreprises individuelles, au secteur des ménages du Système de Comptabilité Nationale (SCN). Cela signifie pratiquement que ces entreprises se caractérisent par leur non-enregistrement en tant que sociétés, ou leur non enregistrement à des fins fiscales ou de comptabilité nationale, en raison d'une absence de comptabilité complète (non enregistrement en tant que quasi-sociétés). Le secteur informel ainsi défini comprend toutes les entreprises familiales n'employant pas de salariés réguliers, quels que soient leur taille, le type de local utilisé ou leurs autres caractéristiques, ainsi que les micro-entreprises employant des salariés réguliers en dessous d'un certain seuil de taille, variable selon les pays et les branches d'activité, mais qui peut être fixé en fonction des législations en vigueur ou des pratiques statistiques (enquêtes). Pour des raisons pratiques, le champ de la définition pourra être limité aux activités non agricoles et, le cas échéant, exclure les professions libérales. Rappelons également qu'il exclut les personnels domestiques qui, en tant que salariés des ménages, n'appartiennent pas à des unités économiques.

² Bureau International du Travail (1992) : Mesure de l'emploi dans le secteur informel, Rapport 1 de la réunion d'experts sur les statistiques du travail, Genève 28 Janvier - 6 Février 1992, 67 p. (MELS/1992).

Depuis le début des années 70, c'est-à-dire depuis que le concept de secteur informel a été créé, de nombreux pays ont lancé des enquêtes pour tenter de mesurer ce secteur, en dépit d'une absence d'accord sur sa définition : recensements et enquêtes auprès des établissements et des entreprises, et plus récemment, enquêtes sur les activités informelles des ménages, ont permis d'évaluer plus ou moins complètement et avec plus ou moins de fiabilité un ensemble d'activités économiques dont on avait pris conscience de l'importance.

Les statisticiens du travail ont souvent été les inspirateurs, les concepteurs et les utilisateurs de ces enquêtes, relayés par la suite par les comptables nationaux désireux de disposer d'informations plus fiables sur les résultats des entreprises familiales et des micro-entreprises. Pourtant, bien avant que d'éventuelles enquêtes spécifiques ne soient entreprises, ce sont bien les comptables nationaux et les planificateurs qui, les premiers, appliquèrent cette définition vers laquelle on tend aujourd'hui afin de parvenir à des estimations macro-économiques de l'emploi et de la production du secteur informel. Définissant le secteur informel comme étant constitué par l'ensemble des activités économiques non directement enregistrées par voie d'enquêtes ou de relevés statistiques, ils s'appuyaient sur toutes les sources de données statistiques dont ils pouvaient disposer, afin de réduire au strict minimum le recours à des hypothèses qui, par nécessité, ne pouvaient se fonder que sur des idées préconçues, non réellement démontrées (ainsi en est-il de l'assimilation du secteur informel au sous-emploi et à la pauvreté), et sujettes à des variations au cours du temps (comme par exemple l'écart des niveaux de revenus entre petits entrepreneurs du secteur informel et salariés du secteur moderne, public ou privé).

Méthodes d'estimation indirecte

Le principe de la méthode est simple : il consiste à comparer, pour une année donnée (ou pour une année de base), les sources exhaustives disponibles avec les sources existantes de l'enregistrement.

La méthode s'applique aussi bien dans le domaine de la population active et de l'emploi que dans le domaine de la production et des revenus. Mais c'est plus particulièrement aux données de population active que la méthode se révèle adaptée et qu'elle a été le plus souvent appliquée.

Les sources exhaustives sont constituées par les recensements de population et les enquêtes par sondage auprès des ménages. Les recensements de population fournissent, à intervalles généralement décennaux, des données de population active les plus complètes qui soient et l'on dispose aujourd'hui dans la plupart des pays, même les plus démunis sur le plan statistique, d'au moins deux recensements de population au cours de la période 1970 - 1990, ce qui permet d'envisager des études d'évolution de l'emploi informel. Par ailleurs, les enquêtes sur l'emploi par sondage auprès des ménages ont eu également tendance à se généraliser, en tant qu'enquêtes intercensitaires (en milieu de période entre deux recensements), ou sur une base annuelle, et même trimestrielle ou mensuelle (dans les pays industrialisés notamment).

Ces sources permettent une mesure partielle du secteur informel, par assimilation de celui-ci à l'emploi non salarié. En croisant les branches d'activité ou/et les professions avec les situations dans la profession, on peut faire ressortir l'emploi indépendant (y compris les employeurs) et familial (aides familiaux), par opposition à l'emploi salarié, dans les branches d'activité et les professions concernées : ainsi peut-on faire sortir à part le secteur primaire, mais aussi les professions libérales et, chez les salariés, le personnel domestique, toutes catégories qui méritent un traitement spécifique, même s'il n'y a pas accord quant à leur inclusion ou leur exclusion du secteur informel proprement dit ou stricto sensu.

La mesure ainsi effectuée du secteur informel est partielle en ce sens qu'elle ne permet pas de distinguer, à l'intérieur de la catégorie des salariés (et des apprentis, lorsque ce statut existe), ceux qui relèvent du secteur informel et ceux qui relèvent du secteur formel. Et pour cause ! Les recensements et les enquêtes auprès des ménages ne relèvent habituellement pas d'informations sur les caractéristiques des entreprises (à part la branche d'activité), alors que c'est précisément sur ce point que la XIVème Conférence Internationale des Statisticiens du Travail (1987) est parvenue à un accord : c'est le type d'entreprise (ou d'établissement) dans laquelle travaille la personne qui détermine l'appartenance ou la non appartenance de celle-ci au secteur informel, et non point les caractéristiques liées à l'individu (le niveau de rémunération par exemple, s'il était pris comme critère, ne permettrait pas de distinguer secteur informel et sous-emploi).

C'est précisément l'analyse comparative et la mobilisation des sources de l'enregistrement qui vont permettre de répartir les salariés entre les deux secteurs.

Or, quelles sont ces sources de l'enregistrement ? Elles peuvent varier d'un pays à l'autre, mais dans leur principe, il s'agit de sources administratives ou statistiques qui permettent de connaître de façon permanente ou continue (fichiers ou registres administratifs constamment mis à jour) ou au moins annuelle (enquêtes sur les grandes entreprises), la situation de l'emploi dans le secteur enregistré. Dès lors, il est possible de recourir, alternativement ou concurremment, à plusieurs sources d'enregistrement. La plus conforme à la proposition de définition est celle qui recense, mesure et enregistre les sociétés et quasi-sociétés en tant qu'unités institutionnelles du Système de Comptabilité Nationale, et définit ainsi par complément (ou par solde) l'ensemble des entreprises individuelles et des travailleurs qu'elles emploient. Il s'agit donc de l'enregistrement, aux fins de comptabilité nationale, des entreprises ayant le statut juridique de société ou tenant une comptabilité complète et identique à celle qui est requise des sociétés (quasi-sociétés) : l'enregistrement fiscal répond en général à cette caractéristique. Comme ce type d'enregistrement ne relève pas toujours l'emploi, il est souvent doublé d'une enquête statistique poursuivant de tels objectifs et réalisée sur la base du fichier fiscal.

Parfois, ce sont ces enquêtes annuelles d'entreprises qui seront considérées comme source de l'enregistrement, et elles fixent en général un seuil de taille (10 emplois ou 10 salariés, ou 20, ou plus...) auquel peut éventuellement se référer la définition de la micro-entreprise suggérée dans le projet de définition du secteur informel.

A défaut, on peut avoir recours aux déclarations de main-d'oeuvre faites par les entreprises auprès des Ministères du Travail, ou encore et bien que cela contrevienne au principe précédemment énoncé (la définition du secteur informel se réfère aux caractéristiques de l'entreprise, non de l'individu), aux statistiques des Caisses d'Assurances Sociales : on considère alors comme secteur enregistré, l'ensemble des salariés immatriculés auprès de ces caisses.

Dans tous les cas, les statistiques d'entreprises ne couvrent pas tout le champ des activités économiques et les effectifs enregistrés doivent être complétés par les effectifs de l'Administration Publique, des Banques et Institutions Financières et parfois aussi des entreprises publiques ou parapubliques qui peuvent faire l'objet d'enregistrements particuliers, bref par tout autre complément ou source qui s'avérerait nécessaire : ainsi par exemple, les effectifs de la fonction publique ne comprennent pas toujours les emplois de l'administration territoriale ou des collectivités locales, ou des forces armées ou des postes et communications, etc... Il est clair que la méthode comparative suppose une parfaite connaissance des diverses sources et de leurs champs et définitions.

Une situation idéale pour procéder à une analyse comparative est celle où l'on dispose de recensements des établissements (ou de recensements économiques) tels qu'il en a été réalisé dans un certain nombre de pays, parfois et de préférence simultanément avec les recensements de population. On peut alors confronter la population active totale ou plutôt l'emploi (c'est à dire la population active occupée) avec :

- la population occupée non salariée (indépendants et aides familiaux) d'après le recensement de la population ou l'enquête auprès des ménages (cet ensemble correspond aux entreprises familiales au sens de la proposition de définition),
- les indépendants et les aides familiaux correspondants, d'après le recensement des établissements, ensemble plus restreint que le précédent et qui correspond aux entreprises familiales exerçant dans un établissement (le solde entre les deux ensembles représentant les entreprises familiales exerçant à domicile ou hors domicile et hors établissement : rues et chantiers),
- l'emploi dans les micro-entreprises, calculé à partir du recensement des établissements en utilisant le seuil de taille adéquat conforme à la législation ou aux pratiques du pays,
- l'emploi dans les sociétés et quasi-sociétés ayant déclaré ce statut juridique ou tenant une comptabilité complète,
- l'emploi dans les entreprises intermédiaires dont la taille dépasse le seuil choisi, mais ne pouvant être pour autant assimilées aux quasi-sociétés car ne tenant pas de comptabilité.

Le graphique n° 1 suivant fournit une représentation des diverses composantes de la population active, les éléments qui la constituent s'efforçant d'être approximativement proportionnels à ce que l'on peut observer dans un pays africain-type, à savoir :

- un chômage de première insertion plus important que le chômage touchant les actifs ayant déjà travaillé,
- un secteur primaire employant plus de la moitié de la population active,
- un secteur tertiaire plus important que le secteur secondaire,

- un secteur d'entreprises familiales plus important que le secteur des micro-entreprises et des entreprises intermédiaires,
- un sous-secteur des entreprises familiales à domicile ou itinérantes plus important que les entreprises familiales avec local.

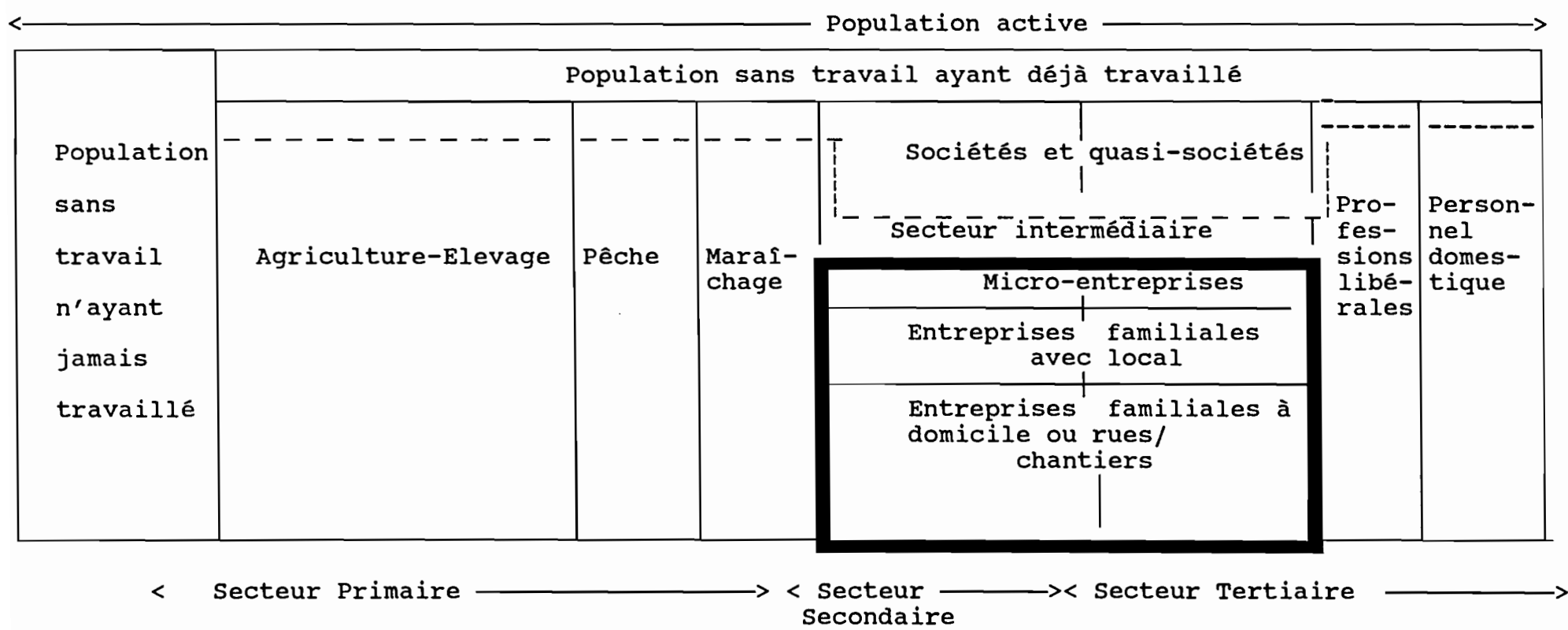
La ligne en pointillé représente la borne supérieure du secteur informel qui, au sens large, correspond aux entreprises individuelles du Système de Comptabilité Nationale et traverse les secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

La ligne en gras épais représente le secteur informel au sens strict, limité à ses deux composantes : entreprises familiales et micro-entreprises, hors secteur primaire et hors professions libérales et personnel domestique.

Les estimations du secteur informel par simple solde entre les effectifs de la population active occupée et l'emploi enregistré peuvent inclure le secteur intermédiaire qui, normalement, devrait être appelé à rejoindre le secteur des sociétés et quasi-sociétés.

Enfin, dans certaines estimations du secteur informel urbain, il peut être justifié d'inclure le maraîchage et, dans les pays où cette activité est importante, la pêche artisanale.

Graphique 1 : Représentation du secteur informel en tant que composante de la population active



Secteur informel stricto sensu

----- Démarcation entre sociétés / quasi-sociétés et entreprises individuelles.

Le plus souvent cependant, on ne disposera pas de recensement d'établissements (du moins au niveau national) et les données disponibles permettront simplement de distinguer l'ensemble des entreprises familiales d'une part, et l'ensemble des micro-entreprises et du secteur intermédiaire d'autre part. Néanmoins, si un recensement des établissements a été mené à l'échelle de la capitale ou du milieu urbain, des analyses plus détaillées pourront être menées à ces niveaux, mais il faudra alors tenir compte des limitations inhérentes à la méthode (cf. infra).

En somme, et tout en s'appuyant sur l'ensemble des sources statistiques disponibles, il s'agit de comparer les statistiques de population active (collectées sur la base d'unités d'observation qui sont des ménages) avec les statistiques d'emploi dans les entreprises et les établissements.

Le principe est le même dans le domaine de la production : il suffit de comparer les données "exhaustives" de la comptabilité nationale dans ses évaluations du PIB (fruits de l'agrégation des données directes disponibles, de leur redressement et des hypothèses émises quant à la contribution du secteur informel) avec les sources de l'enregistrement, c'est à dire les résultats comptables des grandes entreprises qui font l'objet d'un suivi annuel.

Et la mise en parallèle des estimations indirectes de l'emploi et de la production du secteur informel peut être utilisée en vue de questionner, de remettre éventuellement en cause et de modifier les hypothèses de comptabilité nationale.

Possibilités et limites des méthodes d'estimation indirecte

Dans les pays en développement, les méthodes d'estimation indirecte qui viennent d'être décrites permettent d'aboutir à des évaluations de la population active occupée dans le secteur informel variant de 15-20% à plus de 80% de la population occupée non agricole, en fonction du degré d'urbanisation et du niveau de développement du pays. De même, la part des entreprises familiales est d'autant plus importante que la proportion du secteur informel dans l'économie est élevée, et la tertiarisation du secteur s'affirme avec l'élévation du degré d'urbanisation. On observe généralement une relation inverse entre la proportion de l'emploi informel et le niveau du PNB par tête, ce qui pourrait pousser à considérer l'importance de cette proportion comme critère de pauvreté, mais devrait plutôt inciter à remettre en question les évaluations de comptabilité nationale et susciter des efforts de mesure appropriés et adaptés.

Dans les pays industrialisés au contraire, les méthodes d'estimation indirecte sont susceptibles de déboucher sur un solde négatif qui est une mesure de la pluri-activité des salariés : l'emploi dans les entreprises et les établissements pouvant, dans certaines branches d'activité, se révéler supérieur à la population active.

Certes, la méthode reste approximative. Mais l'idéal que représente l'enquête sur les activités économiques des ménages peut connaître les aléas propres aux enquêtes de ménages (difficultés de relever les caractéristiques des entreprises, qualité des réponses) et se heurte aux coûts de telles enquêtes, surtout si elles doivent être permanentes. En permettant d'envisager un suivi annuel des composantes de la population active, les méthodes indirectes méritent donc d'être affinées et améliorées.

Elles n'en présentent pas moins un certain nombre de limitations et d'inconvénients.

Tout d'abord, les unités d'observation n'étant pas les mêmes dans les deux termes de la comparaison, l'exercice comparatif sera d'autant plus difficile que les espaces géographiques sur lesquels on veut effectuer l'analyse seront fins : en effet, une partie des habitants d'une circonscription administrative donnée (et recensée dans celle-ci en tant que membres des ménages) peut travailler dans une autre circonscription (et être recensée dans celle-là en tant que travailleurs des unités économiques). A l'échelle nationale, ces écarts sont réduits au phénomène des travailleurs frontaliers pour lesquels il existe en général des statistiques dans les pays industrialisés. Mais les risques de distorsions augmentent dès lors que l'on veut faire porter l'analyse sur le milieu urbain ou sur une ville ou une circonscription particulière, car il peut exister alors des populations importantes vivant en milieu rural et venant travailler quotidiennement en milieu urbain, la frontière entre les deux milieux étant d'ordre purement administratif, notamment aux marges des grandes villes.

Autre difficulté liées aux statistiques d'entreprises : la totalité des emplois risque d'être recensée au lieu même du siège, alors que des effectifs importants peuvent être localisés dans d'autres villes : il faut donc pouvoir distinguer avec précision les effectifs des divers établissements.

Les dates des enquêtes et des relevés sont souvent différentes: les dates des recensements de population sont souvent choisies en fonction de la saison ou de la moindre mobilité des hommes, alors que les enquêtes d'entreprises ou les relevés administratifs demandent les effectifs employés au 31 Décembre de l'année. Par ailleurs, dans les pays où le développement des statistiques n'a pas atteint un niveau suffisamment élaboré et diversifié, il peut s'avérer nécessaire de travailler sur des années différentes : par exemple, on pourra disposer d'un recensement de population en 1988 et d'un recensement des établissements en 1991. Il est alors indispensable de projeter la population active ou de rétroprojeter l'emploi dans les établissements en tenant compte du rythme de création des établissements. Autant d'hypothèses qui rendent l'exercice plus difficile et plus incertain : le résultat final étant tout de même une réduction du nombre total d'hypothèses nécessaires.

Les comparaisons dans le temps sont également délicates dans la mesure où, à 10 ans d'intervalle, les concepts utilisés peuvent avoir profondément évolué, ainsi que les limites des milieux urbain et rural, et des villes, problème bien connu des géographes étudiant les phénomènes d'urbanisation.

Enfin, les lacunes des statistiques sur les unités économiques peuvent être importantes : souvent les enquêtes d'entreprises sont limitées au secteur secondaire et, même lorsqu'elles couvrent l'ensemble du champ des activités secondaires et tertiaires, les banques et les institutions financières font défaut. Il peut être alors nécessaire de se contenter des effectifs correspondants fournis par les recensements de population.

D'autre part, et sauf dans le cas des pays développés où l'exhaustivité des sources sur les entreprises ne laisse en dehors du champ que le seul travail clandestin, les méthodes d'estimation indirecte maintiennent dans l'ombre un pan important du secteur informel : la pluri-activité, qui est devenue une réalité d'observation dans les pays en développement et que seules les enquêtes de population active peuvent permettre d'approcher, à condition de s'en donner les moyens.

*

*

*

Il existe de nombreux exemples d'estimations indirectes du secteur informel. Le Programme Régional de l'Emploi pour l'Amérique Latine et la Caraïbe (PREALC) du Bureau International du Travail a développé de telles méthodes pour être en mesure de produire des estimations annuelles de l'emploi informel pour une vingtaine de pays. En Afrique, où la rareté des sources et leur disparité ont rendu l'exercice particulièrement utile bien que difficile, de nombreux exemples peuvent également être cités. Si un suivi annuel, ou à dates périodiques, des diverses composantes de la population active n'y est pas encore devenu une pratique courante, le contexte de l'ajustement structurel et la disponibilité de recensements de population récents permettent d'envisager une nette amélioration en ce domaine.

Ces méthodes sont aussi et peut-être surtout, un puissant moyen d'harmonisation des définitions, des champs et des sources statistiques par les questions qu'elles posent et l'intérêt qu'elles suscitent chez les utilisateurs et les décideurs.

En ce sens, les quelques recommandations suivantes mériteraient sans doute d'être appliquées, afin de rendre plus efficace et plus fiable la méthode comparative des sources de données :

- 1°/ Les résultats des recensements de population ou des enquêtes de population active devraient systématiquement fournir les tableaux croisant les branches d'activité ou/et professions avec les situations dans la profession, par sexe et par milieu (capitale, milieu urbain, milieu rural).
- 2°/ Les recensements de population et les enquêtes de population active devraient, systématiquement et de façon appropriée, relever les activités secondaires exercées par la population (pluri-activité).
- 3°/ Une plus grande attention devrait être accordée aux enquêtes annuelles d'entreprises (ou aux relevés administratifs qui en tiennent lieu) et une fixation précise de leur champ devrait être effectuée, afin qu'elles couvrent d'une part les entreprises ayant la forme juridique de sociétés et de quasi-sociétés (tenue de comptabilité), d'autre part les entreprises non sociétaires dépassant le seuil de taille fixé pour la définition des micro-entreprises, et cela dans tous les secteurs de l'activité non agricole.
- 4°/ Il convient de veiller à ce que des nomenclatures comparables sinon identiques soient utilisées dans les enquêtes de population active et dans les enquêtes d'entreprises.

5°/ Les annuaires statistiques devraient systématiquement publier les séries temporelles de l'emploi (par branche/par sexe et milieu) dans :

- l'administration publique,
- le secteur public,
- le secteur privé moderne,

en précisant le champ, les définitions et les lacunes des sources utilisées pour ce faire.

6°/ Ces mêmes annuaires statistiques devraient fournir, en regard de l'emploi dans les trois composantes précédentes de la population active, la valeur ajoutée et les bénéfices qui leur correspondent.

II. APPLICATION AU CAS MAURITANIEN : SOURCES D'INFORMATION ET DEMARCHE COMPARATIVE

Pour bien maîtriser la méthode d'analyse comparative des sources, il convient d'établir un inventaire de ces sources aussi complet que possible (du moins pour celle qui sont utilisables dans la perspective que l'on poursuit) et d'en préciser le contenu pour chaque élément de l'analyse que l'on se propose de mener, c'est-à-dire : population active, chômage, emploi, secteur moderne (public, privé), administration, secteur informel. Puis une description détaillée de ces sources sera effectuée selon le type de sources (ménages, entreprises, sources administratives, comptes nationaux). Enfin, un tableau récapitulatif indiquera la disponibilité des sources par niveau géographique et par année.

1. Brève présentation des sources utilisables pour l'analyse de la population active et de ses composantes.

En Mauritanie, deux années de référence peuvent être prises afin de connaître le niveau et la structure de la population active et de l'emploi : il s'agit des recensements de la population de 1977 et de 1988. Les enquêtes démographiques de 1962 (recensement des centres urbains 1961-1965) et 1965 (enquête démographique en milieu rural 1964-1965) ne donnent d'indications que sur la seule population et sont utilisées comme références pour connaître la croissance démographique des villes et des agglomérations. L'enquête du projet RAMS (Rural Assessment and Manpower Surveys) sur l'emploi en 1979-1980 et, plus récemment, l'Enquête Permanente sur les Conditions de Vie des ménages (1988-1989 et 1989-1990) peuvent permettre d'apprécier l'évolution des indicateurs de population active, mais non leur niveau, en raison de la faible taille des échantillons. L'enquête "priorités" réalisée en 1992 dans le cadre du programme sur les Dimensions Sociales de l'Ajustement (DSA), dont l'échantillon est plus important, permettra sans doute d'améliorer la connaissance de l'évolution des taux de chômage et des taux d'activité. Enfin, on peut citer, pour mémoire, certaines enquêtes réalisées préalablement à des projets d'aménagement urbain et qui donnent, pour 1975 et 1986, des informations sur les revenus des ménages, les activités économiques de la population ou des chefs de ménages dans les villes de Nouakchott, Nouadhibou, Kaédi, Kiffa, Rosso. Certes de telles enquêtes ne peuvent être mises sur le même niveau que les précédentes, mais elles peuvent éventuellement éclairer des aspects particuliers de l'économie informelle en milieu urbain.

L'emploi dans le secteur moderne (public et privé) est connu principalement à partir de deux enquêtes, l'une réalisée en 1980 sur les six plus grandes villes, dans le cadre du projet RAMS, l'autre réalisée en 1990 sur Nouakchott et Nouadhibou par l'Office National des Statistiques et la Direction de l'Enseignement Technique dans le cadre d'une étude sur l'adéquation formation-emploi par l'Organisation Arabe pour l'Education, la Science et la Culture (ALECSO). Cette dernière enquête relève des données rétrospectives sur les années 1987,

1988 et 1989. Le recensement des établissements à Nouakchott, Nouadhibou et Kaédi, réalisé en 1991 par l'ONS, a relevé, parallèlement au secteur informel, l'emploi dans un certain nombre d'entreprises modernes qu'il peut être utile de confronter à l'enquête de 1990.

On notera que, contrairement à beaucoup d'autres pays, les statistiques de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale pourront être mises à contribution en vue de tenter une mesure de l'emploi dans le secteur moderne, aussi bien public que privé, car une exploitation manuelle du fichier des employeurs et des salariés a été réalisée récemment à l'occasion d'un audit de la Caisse. Ce travail permet de connaître, pour les années 1987 à 1990, les effectifs et les salaires distribués par les entreprises, classées selon les catégories suivantes : public, privé de 19 employés et plus, privé de moins de 19 employés, gens de maison. Malheureusement, ces données ne sont pas disponibles par branche d'activité.

En ce qui concerne l'emploi dans les entreprises publiques, une récente publication de la Direction des Tutelles des Entreprises Publiques au Ministère des Finances établit la série des données comptables et de l'emploi de 27 entreprises parapubliques pour la période 1983-1990. Et à part cette source, la distinction entre entreprises publiques et privées et entre entreprises publiques à caractère administratif et entreprises à caractère industriel et commercial, ne peut être faite qu'à partir de la liste nominative des entreprises, car aucune statistique n'est tenue, faisant la part entre les deux composantes publique et privée de l'emploi moderne. Et les services de Comptabilité Nationale ne suivent les entreprises du secteur moderne qu'à travers leurs résultats comptables, non leur emploi.

Mais plus encore que l'emploi dans le secteur moderne, c'est paradoxalement l'emploi dans l'Administration Publique qui s'avère le plus difficile à évaluer et à suivre. Le récent recensement des personnels de l'Etat a permis d'estimer l'emploi dans la fonction publique en 1991, mais surtout, cette opération a montré combien il était difficile de suivre sur longue période les diverses catégories d'employés de l'Etat dont les effectifs sont fournis par diverses sources aux champs différents, variables et toujours incomplets car excluant tout ou partie des personnels non civils de l'Etat.

C'est en définitive, l'emploi dans le secteur informel, ou plutôt le nombre d'établissements dans le secteur informel qui a fait l'objet du suivi le plus régulier et le plus exhaustif, du moins à Nouakchott. On ne compte pas moins de 4 (et même 5) recensements du secteur informel à Nouakchott en l'espace de 15 ans, ce qui place la Mauritanie largement au dessus des autres pays africains sur ce plan. Certes ces opérations (recensement du secteur non structuré par le BIT en 1977, recensement des établissements informels par le projet "RAMS" en 1980, recensement

des activités par la Direction de la Statistique en 1985, recensement des établissements dans les 3 villes de Nouakchott, Nouadhibou, Kaédi par l'ONS en 1991) posent de délicats problèmes de comparaison, en raison de la différence des champs géographiques et socio-économiques, des nomenclatures, des unités d'observation et des méthodologies. Mais ces problèmes ne sont pas insurmontables et les résultats disponibles permettent d'émettre des hypothèses sur la croissance différentielle des diverses activités du secteur informel.

2. Description détaillée des diverses sources en vue de leur utilisation optimale.

On distinguera les divers types de sources suivants :

- recensements et enquêtes auprès des ménages,
- recensements et enquêtes auprès des entreprises et des établissements,
- statistiques administratives,
- comptabilité nationale.

a) *Recensements et enquêtes auprès des ménages.* Ces sources permettent d'apprécier la situation de la population active dans son ensemble et dans ses principales composantes, ainsi que leur évolution. Elles sont au nombre de six : les deux recensements de la population de 1977 et de 1988, l'enquête du projet RAMS sur l'emploi auprès des ménages (1979-80), les deux premières années de l'enquête permanente sur les conditions de vie des ménages (1988-1990), et la 3ème année qui a vu le questionnaire s'alléger et l'échantillon s'élargir à travers l'enquête sur les priorités (1992).

Le Recensement Général de la Population du 1er Janvier 1977 est la première source donnant les effectifs de la population active en Mauritanie. Cependant, il convient de noter que si la population sédentaire a bien été recensée (894 810 personnes, soit 66,8%), la population nomade a été estimée à partir d'un sondage des campements réalisé entre février et avril 1977 (444 020 personnes, soit 33,2%). De plus, c'est un questionnaire simplifié qui a été administré à la population nomade : Les questions sur l'activité n'ont pas été posées individuellement et l'on s'est contenté de demander l'activité exercée par le ménage. De sorte que, pour obtenir une évaluation de la population active et des taux d'activité, il a été nécessaire de faire un certain nombre d'hypothèses, exposées dans le volume 1 "résultats prioritaires" du recensement. La population active a ainsi été estimée en se fondant sur les résultats de l'enquête démographique en milieu rural 1964-65, de la SEDES : le taux global d'activité des hommes de 12 ans et plus (95%) est supposé inchangé

en 1977 (114 795 nomades actifs). En revanche, l'hypothèse s'imposait que le taux d'activité des femmes avait fortement baissé entre 1965 et 1977 en raison d'un accroissement de la tendance à la sédentarisation et du départ des femmes dépendantes. Si l'on considère que le taux d'activité des femmes

non dépendantes constitue un minimum et que les taux globaux par région en 1965, corrigés des sédentaires et des 12-15 ans, constituent des maxima, l'hypothèse a consisté à prendre un taux moyen. Ainsi, sur les 151 137 femmes nomades de 12 ans et plus, 21 760 seulement ont été considérées comme actives (14,4%, soit un taux brut d'activité de 9,4%).

Bien que cela ne soit pas dit explicitement, il a été considéré qu'il n'y avait pas de chômeurs en milieu nomade, chacun contribuant, dans une société traditionnelle, à l'activité du groupe, en fonction de ses capacités et de ses besoins. On doit préciser ici que la population des villages temporaires (38 375) et la population temporaire des villages permanents (20 931), plus susceptibles de compter des chômeurs, ont été incluses dans la population sédentaire.

Au total, on estime à 136 555 le nombre de nomades actifs en 1977 (49,4% des 12 ans et plus pour un taux brut d'activité de 30,8%). Mais de telles estimations ne permettent évidemment pas de répartir ces actifs entre les diverses branches d'activité et les diverses professions: on sait seulement que 1,27% des 91 490 ménages nomades travaillent dans l'artisanat, 2,63% dans le commerce et 1,94% dans d'autres activités non agricoles (services).

La publication du recensement de la population de 1977 ne fournissant que la répartition des occupés sédentaires par milieu (urbain/rural) et département, et situation dans la profession d'une part, branches d'activités (éclatées en 10 secteurs) d'autre part, il faut se reporter aux publications du projet RAMS (FS.2 : "Situation de l'emploi" et OP.7 : "Impact des stratégies alternatives de développement sur l'emploi") pour avoir le détail des professions et de certaines branches d'activités (tableaux issus du recensement, mais non publiés), ainsi qu'une hypothèse de répartition de la population active nomade par branche d'activité. Ces données détaillées permettent de pallier l'absence d'un tableau essentiel pour l'estimation de l'emploi informel (le croisement des professions ou des branches par la situation dans la profession).

Le Recensement de la Population et de l'Habitat du 24 avril 1988 consacre le processus de sédentarisation (lié à une urbanisation rapide) qui tend vers son terme : le recensement des nomades (intervenu entre mai et septembre 1988 et réalisé sur la base de la liste des points d'eau) montre que ceux-ci ne représentent guère plus de 12% de la population totale (contre 33% en 1977 et 67% en 1965), même si leurs effectifs restent sous-estimés du fait des migrations temporaires vers les pays limitrophes. En tout état de cause, c'est le même questionnaire qui a, cette fois-ci, été administré aux deux populations et ne se pose donc plus le problème d'élaboration des tableaux nationaux. En revanche, il n'a pas été possible de disposer des tableaux détaillés des professions, des branches d'activité, ni des tableaux croisés avec la situation dans la profession qui seront disponibles ultérieurement.

Dans le recensement de 1988, ce sont les définitions standard internationales qui sont appliquées : est considérée comme occupée la personne qui a travaillé, ne fût-ce qu'une heure, durant la semaine qui précède l'enquête, et comme sans travail, la personne qui n'a pas travaillé, ne fût-ce qu'une heure dans la semaine de référence, et qui cherche du travail. Cependant, les comparaisons avec le recensement de 1977 sont faussées par le changement de l'âge de relevé de l'activité qui a été abaissé à 10 ans (au lieu de 12 ans en 1977) et il serait nécessaire de connaître la population de 10-11 ans afin de rendre comparables les effectifs de 1977 et 1988.

L'enquête du projet RAMS sur l'emploi auprès des ménages s'est déroulée de septembre 1979 à janvier 1980 et a porté sur 750 ménages, à l'exclusion des nomades. Le projet RAMS (Rural Assessment and Manpower Survey = Mission d'Etudes et d'Evaluation du Secteur Rural et des Ressources Humaines), qui a été réalisée pour le Ministère de l'Economie et des Finances par trois bureaux d'études financés par l'USAID, a largement débordé le cadre du secteur rural et s'est étendue au secteur moderne et au milieu urbain pour déboucher, à travers l'étude des interactions, sur un diagnostic du fonctionnement global de l'économie. L'enquête emploi est en réalité constituée de deux sous-échantillons :

- le premier est issu d'une enquête en milieu rural sur les qualifications:portant sur 132 ménages tirés dans 32 villages choisis au hasard parmi les 2 328 villages de moins de 5000 habitants, l'enquête a interrogé 1 000 agriculteurs-éleveurs, 318 femmes, 62 commerçants et 181 artisans et pêcheurs sur l'acquisition des qualifications et les besoins en formation. Cette enquête, décrite dans le volume 3 (rapport FS.3.3) du projet RAMS sur l'éducation non formelle, n'offre évidemment pas toutes les garanties de représentativité et de fiabilité. La présentation des résultats de l'enquête emploi porte d'ailleurs essentiellement sinon uniquement sur l'échantillon urbain. La seule information que l'on peut retenir, à titre indicatif, de l'enquête en milieu rural est que 28% des femmes interrogées exerçaient une activité agricole, en plus de leurs tâches domestiques, 7% exerçaient une activité artisanale, 1% vendaient des produits fabriqués à domicile, 18% vendaient des produits cultivés et 5% vendaient des produits achetés. En dépit du manque de représentativité, ces chiffres sont intéressants dans la mesure où l'enquête portant sur l'acquisition des qualifications et sur les besoins, devait insister sur l'exercice d'activités économiques : une partie de la sous-estimation systématique de l'activité féminine a pu être ainsi levée puisqu'il apparaît que 59% des femmes en âge de travailler exercent une activité économique.
- Le second sous-échantillon sur lequel portent principalement les résultats (présentés dans le volume FS.2.2: supplément à l'étude sur la situation de l'emploi) comprend 618 ménages urbains:360 ont été tirés au hasard à Nouakchott à partir d'une numérotation des maisons ou selon la méthode des

itinéraires pour les zones d'habitat spontané: baraques, tentes (kébas); cette méthode ayant aussi été utilisée pour le tirage de 120 ménages à Nouadhibou, 90 à Zouérate et 586 à Kaédi. L'enquête débouche sur un faible taux brut d'activité (30%), un très faible taux d'occupation (17%) et un très fort taux de chômage (45%), de sorte que les résultats ne peuvent, là encore, qu'être utilisés à titre indicatif.

Symptomatiquement, c'est sur des taux de chômage relativement comparables que débouche, 10 ans plus tard, l'enquête permanente sur les conditions de vie des ménages.

L'enquête permanente sur les conditions de vie des ménages (EPCV) a été réalisée par l'Office National de la Statistique pendant deux années de suite (décembre 1987- janvier 1989 et octobre 1989-septembre 1990) selon les grandes lignes de la méthodologie (et sur la base du questionnaire) du projet LSMS (Living Standard Measurement Study) de la Banque Mondiale. Ce projet, également mis en oeuvre en Côte d'Ivoire et au Ghana développe un questionnaire de quelques 80 pages, administré en 2 passages à 15 jours d'intervalle, auprès d'un échantillon de près de 1 600 ménages (au niveau national, à l'exclusion du milieu nomade). Le questionnaire porte sur de nombreux thèmes: démographie, habitat, éducation, santé, emploi, migration, activités agro-pastorales, pêche, activités indépendantes non agricoles, dépenses et revenus, fécondité, crédit et épargne. Deux sections du questionnaire nous intéressent ici : l'emploi et les activités indépendantes non agricoles. Cependant ces dernières n'ont pas fait l'objet de publication de résultats et seul l'emploi retiendra notre attention, d'autant plus que l'on doit s'interroger sur le haut niveau des taux de chômage qui résultent de l'enquête.

D'une façon générale, les taux de chômage qui ressortent des recensements de population et des enquêtes sont, en Mauritanie, très élevés, relativement à d'autres pays comparables. Même les taux de chômage issus des recensements, habituellement faibles, sont ici relativement élevés. Cela tient probablement au fait que la sédentarisation et la croissance urbaine qui en est résultée sont des phénomènes récents et massifs, intervenus en l'espace de moins de 15 ans (entre 1975 et 1990). Le passage extrêmement rapide d'une société traditionnelle à la modernité se répercute sur la conception qu'ont les individus de l'emploi et du chômage: se considèrent et se déclarent spontanément comme chômeurs des individus qui, bien qu'exerçant des activités rémunératrices, recherchent un emploi salarié, seule véritable occupation à leurs yeux, d'autant plus que l'activité rémunératrice est aléatoire et irrégulière. Bien entendu, il ne s'agit là que d'une simple hypothèse. En revanche, on peut avancer plusieurs explications plus concrètes au très fort écart qui existe entre les taux de chômage issus des recensements de population et ceux qui sont issus des enquêtes.

En ce qui concerne la période 1977-80, une explication de l'écart tient probablement au faible niveau d'élaboration des concepts et du questionnaire dans l'enquête RAMS qui a, semble-t-il, accepté trop facilement et sans question de contrôle, les réponses spontanées des personnes interrogées : ainsi peut-on faire baisser de 5 points le taux de chômage lorsqu'on élimine les personnes sans travail qui n'en cherchent pas, et de près de 10 points lorsqu'on tient compte en outre des activités "secondaires" de certaines catégories de population classées comme inactives, notamment les ménagères.

Pour la période 1988-90, l'écart entre les taux de chômage issus du recensement de population et de l'enquête permanente peut avoir plusieurs explications :

- en premier lieu, l'âge de relevé de l'activité est différent dans les deux sources (10 ans pour le recensement, 7 ans pour l'enquête) et l'âge pris en compte dans les tableaux de résultats est également différent (10 ans pour le recensement, 15-64 ans pour l'enquête).
- en second lieu, la définition du chômage (ou de l'occupation) telle qu'elle résulte des questions 1 à 13 de la section 5 (partie A, emploi du temps) de l'enquête permanente, n'est pas explicite. La définition standard internationale utilisée dans le recensement de la population (ne pas avoir travaillé, ne fût-ce qu'une heure, durant la semaine qui précède l'enquête, et être à la recherche d'un emploi) peut également être appliquée dans l'EPCV, puisque les questions correspondantes sont posées. Mais il n'est indiqué nulle part si les agriculteurs-éleveurs qui n'ont pas travaillé au cours des 7 derniers jours, mais ont travaillé au cours des 12 derniers mois, sont maintenus dans la population active, ce qui est habituellement le cas dans les définitions appliquées par les recensements, puisque l'on applique les critères de l'activité habituelle (et non ceux de l'activité du moment) aux actifs agricoles, faute de quoi une très forte proportion de la population se retrouverait sans emploi.

Par ailleurs, on ne sait pas non plus si les inactifs ou des chômeurs qui auraient déclaré une activité secondaire (partie C de la section 5 du questionnaire) sont bien redistribués dans la population active ou retranchés des effectifs de chômeurs, dans le calcul du taux de chômage. De sorte que des résultats différents peuvent être tirés de la base de données de l'enquête, selon le type d'analyse auquel on procède.

- Enfin, d'infimes variations du nombre d'individus au numérateur et au dénominateur de la fraction du taux de chômage entraînent de fortes variations de ce taux, du fait de la faible taille de l'échantillon. Ainsi par exemple, une différence de 5 personnes dans le nombre de chômeurs (du fait des non réponses à une question posée dans un tableau) fait passer le taux de chômage de 35% à 29% dans deux

tableaux de la même publication (tableaux 27 et 30 des résultats de la première année de l'EPCV) et à 40% dans une nouvelle analyse sur le profil de pauvreté en Mauritanie (tableau 5/D.I).

De fait, la faiblesse de l'échantillon rend difficile à interpréter le niveau des variables, sinon leur évolution et désormais l'enquête sur les priorités, réalisée sur un échantillon plus large, prend le relais de l'enquête antérieure: c'est elle qui représente la 3ème année de l'enquête permanente.

L'enquête sur les priorités est réalisé par l'Office National de la Statistique, dans le cadre du projet "Dimensions Sociales de l'Ajustement". Elle porte sur 6 500 ménages (dont 500 ménages nomades), enquêtés en 1992 sur la base d'un questionnaire plus réduit, limité aux questions prioritaires. Dans la stratégie de collecte de la Banque Mondiale sur la Dimension Sociale de l'Ajustement, l'enquête prioritaire se caractérise par un échantillon élargi pour un questionnaire allégé: cette enquête est complémentaire des enquêtes intégrées (ou intégrales) dont le questionnaire lourd est très proche de celui de l'EPCV. Le questionnaire de l'enquête sur les priorités développe sur 25 pages les principaux domaines de l'enquête lourde (et qui ont déjà été cités).

b) Recensements et enquêtes auprès des entreprises et des établissements.

Les sources sur les entreprises et les établissements portent en général sur un champ géographique restreint: la capitale, les plus grandes villes, le milieu urbain, et sur un champ socio-économique limité par définition: le secteur informel, le secteur moderne.

Ces sources sont au nombre de sept: le recensement du secteur informel et l'enquête par sondage sur Nouakchott par le Bureau International du Travail en 1977, les enquêtes du projet RAMS sur le secteur moderne dans les 6 plus grandes villes et sur le secteur informel à Nouakchott en 1980, les recensements d'activités à Nouakchott en 1981 et 1985, par la Direction de la Statistique, l'enquête sur les entreprises modernes réalisée par l'Office National de la Statistique en 1990, en collaboration avec la Direction de l'Enseignement Technique et l'ALECSO, enfin le recensement des établissements et l'enquête par sondage sur le secteur informel réalisé par l'Office National de la Statistique en 1991-92, à Nouakchott, Nouadhibou et Kaédi.

Le recensement du secteur non structuré de Nouakchott par le BIT en 1977 et l'enquête sur le secteur non structuré "moderne" (terminologie antinomique que le BIT emploie dans le sens de "modernisable") appartiennent à la série d'enquêtes entreprises par le Programme Mondial de l'Emploi dans le cadre du programme d'acquisition des qualifications et l'auto-emploi dans le secteur non structuré des zones urbaines d'Afrique francophone (Kigali, Nouakchott, Lomé, Bamako et Yaoundé ont ainsi été enquêtées à la fin des années 70). Ce programme était

fondé sur des dénombrements des activités du secteur informel (sans administration de questionnaires), suivis d'enquêtes par sondage sur faibles échantillons (131 unités à Nouakchott) et développant un questionnaire lourd d'une quarantaine de pages: celui-ci comprend des questions quantitatives et qualitatives qui visent à caractériser l'entrepreneur (itinéraire professionnel, formation reçue, sources de revenus...), son entreprise (historique, perspectives, situation actuelle), la main-d'oeuvre (salaires, temps de travail, niveau d'éducation, etc...), l'équipement, le capital, les investissements, les matières premières et les charges, ainsi que les divers problèmes rencontrés. Le chiffre d'affaires est calculé à partir des ventes de la semaine précédente. Les résultats de l'enquête ont été publiés dans les rapports du BIT, mais aussi dans la Revue Internationale du Travail et, dans une perspective comparative avec les autres villes couvertes par le programme, dans l'ouvrage, publié en 1987 par Maldonado (voir bibliographie). Cependant, on doit garder à l'esprit la faible représentativité de l'échantillon: 131 unités pour une demi-douzaine de branches, cela ne représente guère plus de 20 entreprises par branche, effectif proche des enquêtes qualitatives sans prétention à l'extrapolation.

Concernant le champ du recensement, et aux fins de comparaisons avec les opérations ultérieures du même type, on notera que les marchés ont été enquêtés, mais pas les zones d'habitat spontané (kébas), et que les commerçants n'ont été recensés que sur les marchés et non dans les quartiers. En outre, et comme il a été dit, il ne s'est agi que d'un simple dénombrement, le nombre d'emplois par établissement n'a pas été relevé. Enfin, la critique principale que l'on peut adresser à la démarche de ce programme est qu'il vise à recenser le seul secteur non structuré sans en donner une véritable définition: ce sont donc les enquêteurs qui ont décidé, sur le terrain, si tel établissement faisait partie ou non du champ de recensement. Ce n'est que dans le dernier rapport d'enquête sur Yaoundé en 1978 que l'on verra apparaître une définition qui se veut une rationalisation a posteriori de la démarche entreprise et dont le caractère opérationnel laisse à désirer dans la mesure où les enquêteurs peuvent en avoir fait des interprétations subjectives: le champ d'investigation porte sur toutes les activités (à l'exception des commerces dans les quartiers) se déroulant sur des emplacements semi-permanents ou permanents et, dans ce dernier cas, les ateliers ou lieux de travail doivent présenter des caractéristiques telles qu'il est exclu qu'ils fassent partie du secteur moderne; sont ainsi exclues les entreprises disposant d'une infrastructure moderne (bâtiment, conditionnement d'air, mobilier commercial, téléphone, registre du commerce, publicité par les média...).

De ce point de vue, il faut bien reconnaître que le recensement du secteur non structuré de Nouakchott mené par le projet RAMS en 1980, en collaboration avec le Ministère de la Santé, du Travail et des Affaires Sociales, n'a guère été plus explicite. Si le rapport fait référence à des définitions du secteur, il est clair que c'est de pure forme et que ce ne peuvent être ces définitions multicritères qui ont été

appliquées par les enquêteurs. Mais du fait que le projet RAMS a mené parallèlement une enquête sur le secteur moderne, peut-être peut-on en déduire à contrario que la définition du secteur informel est strictement complémentaire de celle du secteur moderne. On doit toutefois remarquer que la définition même du secteur moderne (plus de 5 employés) n'a pas été strictement appliquée puisque les tableaux de résultats sur le secteur moderne incluent des entreprises en dessous de ce seuil de taille. L'empirisme de la méthode n'est pas forcément un mal. Encore faut-il que toutes précisions soient données dans l'exposé de la méthodologie. Or, ce n'est pas le cas. Méthodologie et résultats ont été publiés dans les rapports du projet RAMS sur la "qualification de la main-d'oeuvre" (FS.3.1) et sur la "situation de l'emploi" (FS.2). La méthodologie n'est guère explicite. Il s'agit d'un simple comptage (sans relevé du nombre d'emplois) des établissements définis dans un sens très large puisque les tabliers, étals à même le sol et jusqu'aux marchands ambulants ont été recensés, au même titre que les petites boutiques, grandes boutiques et ateliers divers. Le recensement, qui consistait en un parcours de toutes les rues des quartiers, y compris les kébas, et de tous les marchés, a ainsi recherché une exhaustivité du champ géographique et du champ socio-économique.

Les résultats ont été publiés sous forme très détaillée: par arrondissement, quartier, marché, et par activité très détaillée (56 branches commerciales, 25 branches manufacturières et 24 branches de services), en distinguant grandes boutiques, petites boutiques, tabliers, étals au sol et ambulants le cas échéant (tableau 5.1 pp.66 et s du volume "qualification de la main-d'oeuvre").

Une telle nomenclature très détaillée est intéressante en ce sens qu'elle illustre la diversité du secteur informel, mais elle suppose des réaménagements pour être conforme aux nomenclatures internationales en vigueur et permettre des comparaisons entre les diverses enquêtes menées à plusieurs années d'intervalle: ainsi par exemple, les restaurants se trouvent-ils classés dans la branche commerce d'alimentation et les boucheries dans les industries manufacturières.

Il reste que ce recensement des établissements (mais non de l'emploi) est l'un des plus exhaustifs dont on dispose pour Nouakchott.

Un an plus tard, en 1981, la Direction des Statistiques semble avoir "tenté" d'évaluer le secteur par un recensement des activités informelles dans les quartiers lotis de Nouakchott. Cette tentative, citée en tant que telle par Isselmou Ould MOHAMED, dans les actes du colloque de Nouakchott sur les "pratiques juridiques, économiques et sociales informelles" (1988) ne paraît pas avoir donné lieu à publication. Cependant les effectifs cités (incomplètement) dans la communication au colloque, semblent cohérents avec ceux des enquêtes précédentes, aussi rappelons-nous cette tentative pour mémoire et ferons-nous référence à cette enquête dans l'exposé et l'analyse des

résultats.

Le Recensement des activités commerciales, artisanales et industrielles à Nouakchott en 1985 a été réalisé par la Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale en vue d'approfondir les connaissances sur le secteur informel et aussi de constituer un fichier permanent des entreprises devant servir de base de sondage aux enquêtes ultérieures. Cependant, il n'y a pas eu d'enquête par sondage par la suite et les résultats publiés en 1988 ne couvrent malheureusement pas toutes les informations ou les croisements de variables qu'il eût été utile de mettre à la disposition des utilisateurs.

Le recensement a porté sur les quartiers lotis de Nouakchott (à l'exception des kébas) et sur les marchés qui y sont situés; les ambulants sont en dehors du champ de recensement. Tous les établissements, quel qu'en soit le type ou la taille, ont été recensés mais seules l'identification et la localisation ont été relevées pour les grands établissements de plus de 20 employés (au nombre de 81, soit 0,6%). Les petites unités du secteur informel (mais le rapport n'emploie ce terme à aucun moment) sont ainsi définies par une taille égale ou inférieure à 20 employés: mais on notera que la quasi-totalité des établissements de 20 employés et moins n'emploient en réalité que 10 personnes au plus (99,8%), ce qui désigne par là un seuil de taille significatif.

Les questions posées aux établissements de 20 employés ou moins portent notamment sur l'activité, le type de bâtiment, le mode d'occupation, la date d'installation, et pour la main-d'oeuvre, sur l'âge, le sexe, le lien de parenté, l'ethnie ou la nationalité, la qualification, l'ancienneté, le revenu...

On dispose ainsi de la répartition de l'emploi par sexe, nationalité, activité, taille de l'établissement: l'enquête fournit notamment des statistiques de taille moyenne des établissements par grand secteur d'activité. La répartition des patrons est également par âge, sexe, activité, ethnie ou nationalité. C'est l'une des rares enquêtes disponibles à fournir la proportion de la main-d'oeuvre étrangère dans le secteur des micro-entreprises. Enfin, les activités sont désagrégées en 40 branches dont le regroupement par grand secteur correspond aux recommandations internationales.

L'enquête sur le secteur informel en milieu urbain, menée par l'Office National de la Statistique en 1991-1992 comprend deux volets: un recensement des établissements et une enquête par sondage.

Les objectifs du recensement des établissements réalisé en 1991 dans les 3 villes de Nouakchott, Nouadhibou et Kaédi sont les mêmes que ceux qui étaient déjà poursuivis par l'opération de 1985: caractériser le secteur informel et comprendre son fonctionnement; mais il s'agit aussi principalement de mesurer la valeur ajoutée par le secteur: le souci de représentativité et d'extrapolation est donc essentiel et cette fois-ci, la constitution d'une base de sondage a bien servi à réaliser une enquête sur échantillon représentatif. C'est le même souci

d'extrapolation qui a conduit à proposer l'extension du champ du recensement à l'ensemble du milieu urbain avant la fin de l'année 1992 (les 19 autres centres urbains de plus de 5 000 habitants). Tous les établissements sédentaires (c'est-à-dire laissant des traces physiques visibles de jour comme de nuit) ont été recensés, ce qui exclut donc les ambulants. Seules les zones loties (avec leurs marchés) ont été enquêtées dans les trois villes, et les établissements modernes ont été inclus dans le champ de l'enquête. Du point de vue du secteur informel, le questionnaire du recensement est bien adapté à l'application du projet de définition internationale présenté supra puisque, outre l'activité et la taille (en terme de nombre d'emplois et de salariés), sont relevés: l'existence de statuts (sociétés), l'existence d'une comptabilité avec bilan et compte d'exploitation (sociétés + quasi-sociétés), ainsi que l'enregistrement au registre du commerce et la possession d'une carte d'importateur-exportateur.

Les résultats disponibles à ce jour portent sur l'exploitation de l'ensemble du fichier (c'est-à-dire les trois villes réunies): nombre d'établissements (et d'emplois) par branche d'activité, taille, type d'enregistrement, années de création. La nomenclature d'activités comprend 63 branches abrégées à partir de 130 positions: cette nomenclature pose problème dans la mesure où elle distingue pour les activités manufacturières: une industrie moderne, une industrie traditionnelle, et un artisanat traditionnel, seule l'industrie traditionnelle étant désagrégée entre les différentes branches manufacturières classiques. Cette division ternaire qui existe jusque dans la version désagrégée en 130 positions pour ce qui est de l'industrie et de l'artisanat rend les comparaisons difficiles, dans la mesure où les opérations antérieures et même le dernier recensement de population n'ont pas utilisé ce critère qui ne devrait donc s'appliquer qu'à posteriori aux activités de la nomenclature internationale. D'autre part, les tailleurs doivent être replacés dans le secteur de la production et non se trouver dans le secteur des services.

L'enquête par sondage, réalisée en 1992, a porté sur un échantillon représentatif au 1/10^e, tiré sur la base du recensement dans les 3 villes. Il est projeté d'étendre l'enquête à 14 des 19 villes supplémentaires (choisies de façon raisonnée et après qu'elles aient été recensées), afin d'assurer une meilleure fiabilité de l'extrapolation des résultats.

Au delà des questions habituelles d'identification de l'établissement et de caractérisation des emplois, le questionnaire relève un certain nombre d'informations sur l'évolution du recrutement, le local et l'équipement, l'endettement, les dépenses et les consommations intermédiaires du mois précédent. Mais l'originalité de l'enquête, l'innovation qu'elle représente et qui en fait ou en fera une référence dans la panoplie déjà longue des expériences méthodologiques visant à une mesure plus adéquate et plus fiable des résultats des activités informelles, consiste dans la manière de relever les recettes: la méthode procède en effet à une observation directe

et prolongée des opérations effectuées et des ventes réalisées dans l'atelier ou dans la boutique.

- pour l'artisanat, l'enquêteur fait un inventaire de tous les produits et, de l'ouverture à la fermeture de l'atelier, il relève toutes les commandes, réparations et ventes sur une fiche permettant de décrire précisément le produit fabriqué, le prix payé ou à payer par le client, ainsi que la durée de l'opération.

Le principe est le même pour les services de réparation.

- pour le commerce, l'observation directe porte sur deux jours: de l'ouverture à 14 heures le premier jour, de 14 heures à la fermeture pour le second jour. L'enquêteur note sur la fiche appropriée une description précise du produit, la quantité vendue, le total payé, le prix unitaire à l'achat et à la vente pour une même unité.
- pour les services, l'enquêteur relève tout au long de la journée, les recettes réalisées après que le service ait été réellement effectué.

La taille de l'échantillon (1800 unités environ) et l'échelonnement de l'enquête dans le temps permettent de résoudre le problème de la variabilité des recettes dans la semaine (jours ouvrés/jours fériés) et dans le mois (avant et après la paye). Reste le problème des variations saisonnières que le relevé des recettes moyennes ne résout que partiellement et imparfaitement.

Les premiers résultats de l'enquête devraient être disponibles au début de l'année 1993.

Telles sont donc les 5 enquêtes sur le secteur informel à avoir été réalisées, à Nouakchott au moins, sur l'ensemble du milieu urbain au plus, depuis 15 ans. Durant la même période, deux enquêtes seulement ont porté sur le secteur moderne, en 1980 et en 1990.

Le Recensement des Activités du Secteur Moderne, réalisé en 1980 par le projet RAMS et la Direction du Travail du Ministère du Travail, de la Santé et des Affaires Sociales, a porté sur les entreprises de 5 employés ou plus dans les six plus grandes villes du pays (Nouakchott, Nouadhibou, Kaédi, Zouerate, Rosso et Kiffa). Les résultats en ont été publiés dans les rapports du RAMS sur les "Qualifications de la Main-d'Oeuvre" (FS.3.1) et sur la "Situation de l'Emploi" (FS.2). Le questionnaire relevait l'activité de l'entreprise, les effectifs employés par catégorie (salariés/apprentis), sexe, nationalité, niveau d'éducation et de formation, les salaires, les mouvements de personnel et les besoins en main-d'oeuvre. Les tableaux publiés dans les rapports cités portent sur la répartition des emplois par branche d'activité et taille de l'entreprise, ou niveau d'éducation/formation, ainsi que sur la répartition par catégorie d'emploi, sexe et nationalité. On ne dispose malheureusement pas

d'une répartition des entreprises et des emplois par ville, qui aurait permis une comparaison sur Nouakchott en 1989.

L'enquête "Formation-Qualification", réalisée en 1990 sur les entreprises modernes de Nouakchott et Nouadhibou, par l'Office National de la Statistique et la Direction de l'Enseignement Technique, dans le cadre du projet sur l'adéquation formation-emploi en Mauritanie (ALECSO, Organisation Arabe pour l'Education, la Culture et les Sciences), ne distingue, pas plus que l'enquête précédente, les emplois et les entreprises par ville. Il a cependant été possible de reconstituer l'emploi moderne à Nouakchott en revenant aux questionnaires de base.

Le questionnaire, rétrospectif, relevait les informations pour les trois années 1987, 1988 et 1989 (au 31 décembre de l'année). On dispose ainsi, dans une nomenclature à 9 branches d'activité, de la répartition des entreprises, des emplois (permanents et temporaires), des recrutements et des licenciements. Les effectifs employés et les nouvelles embauches sont également répartis par année, branche et sexe, et par qualification, diplôme, niveau d'instruction. Des tableaux par branche indiquent les besoins de main-d'oeuvre par qualification.

Bien que leurs méthodologies ne soient pas toujours explicites, les recensements ou les enquêtes sur les entreprises du secteur moderne ne procèdent pas, comme il est habituel pour le secteur informel, à un porte à porte systématique du territoire, mais s'appuient en général sur des répertoires ou fichiers d'origine administrative déjà existants: celui de l'ONS en 1990 et peut-être celui du Ministère du Travail en 1980. De ce fait, on a alors affaire à des entreprises dont il est difficile de désagréger géographiquement les effectifs (bien que l'on dispose de quelques informations à ce sujet pour les plus grandes d'entre elles). Les enquêtes fondées sur des répertoires peuvent être éventuellement complétées par adjonction d'entreprises connues mais non répertoriées. Elles permettent aussi et peut-être surtout d'actualiser les fichiers en les nettoyant des entreprises ayant cessé d'exister ou en enregistrant les modifications intervenues. Il reste que ces opérations ne peuvent pas, en général, prétendre être exhaustives sur le champ quelles se sont préalablement fixé: ainsi il est douteux que l'enquête RAMS de 1980 comprenne toutes les entreprises employant 5 salariés ou plus. Quant à l'enquête de 1990, elle a pris la précaution de ne fixer une définition (c'est-à-dire une limite) ni à priori, ni à posteriori.

c) *Statistiques administratives et comptabilité nationale.*
On examinera dans ce paragraphe quatre sources: le fichier et les statistiques de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), les statistiques de la Direction des Tutelles des Entreprises Publiques au Ministère des Finances, les statistiques de la Fonction Publique, et le fichier des entreprises de la Comptabilité Nationale (ONS) sur lequel se fonde le calcul des agrégats comptables.

Les statistiques de la CNSS pourraient valablement fonder des estimations de l'emploi dans le secteur moderne, bien que cela ne soit pas la source la plus adéquate au regard du projet de définition internationale.

Avant 1989, toute demande d'immatriculation était acceptée et enregistrée avec attribution d'un numéro, sans vérification d'immatriculation antérieure. Depuis 1989, il y a confrontation systématique. Au cours des années 1989 et surtout 1990, la Caisse a tenté d'étendre la couverture de ses activités par des campagnes d'immatriculation auprès des transporteurs, pharmaciens, stations-service, etc... Bien qu'elles se soient heurtées à une résistance de certains milieux professionnels, ces campagnes ont eu un effet positif sur le taux de couverture, sans que l'on soit assuré de la possibilité d'un maintien de ce taux. On connaît ainsi de façon assez précise et fiable, le nombre des employeurs dans le secteur des transports en 1990, et leur répartition par ville.

Les services de la Caisse estiment ainsi à près de 4000 le nombre d'employeurs actifs (l'ONS l'estime à 4500) et il y en a près de 2500 dans le fichier informatique (employeurs ayant fait une déclaration dans l'année). Quant au nombre des assurés actifs (salariés), il serait de 35000 à 40000.

Mais c'est le "diagnostic-audit de l'organisation de la CNSS", effectuée en 1992 sur financement de la Banque Mondiale par le Cabinet Coopers et Lybrand, qui a permis une meilleure appréciation de la situation. Cette étude a donné lieu à une exploitation manuelle du fichier et l'on dispose ainsi, pour les années 1987 à 1990 des données suivantes: nombre d'employeurs et de salariés, masse salariale déclarée (et donc salaire moyen) pour chacune des 4 catégories suivantes: gens de maison, secteur public de plus de 19 salariés, secteur privé de plus de 19 salariés, employeurs de 19 salariés ou moins. Les employeurs ne sont malheureusement pas répartis par branche d'activité, ni par ville ou région, mais il est clair qu'une telle répartition pourrait être faite pour les employeurs de plus de 19 salariés. La limite de 19 salariés n'est au demeurant, pas très strictement respectée dans la mesure où le classement opéré pour une année est maintenu pour les années suivantes, même s'il y a eu modification de la situation. Enfin, on notera la présence, parmi les employeurs privés de plus de 19 salariés (ainsi que chez ceux de 19 salariés et moins) d'Ambassades, projets de développement, ONG: présence pouvant expliquer certaines différences avec les autres fichiers du secteur moderne, particulièrement ceux issus des enquêtes.

Les entreprises publiques devraient être logiquement celles des entreprises modernes dont les caractéristiques sont les mieux connues et les plus régulièrement suivies. Et le fait est que la Direction des Tutelles a publié en 1991 un recueil de statistiques intitulé "le secteur para-public en chiffres 1983-90". Les entreprises y sont classées en 5 grands secteurs d'activité et caractérisées par leurs effectifs, la rémunération moyenne et la valeur ajoutée sur les 8 années couvertes.

Cependant, seules 27 entreprises sont ainsi suivies et encore ne le sont-elles, pour un grand nombre d'entre elles, que sur les dernières années de la période. On remarque par ailleurs, pour certaines parmi les plus importantes, une absence de variation des effectifs au cours des dernières années et parfois des évolutions contraires à l'évidence. Ainsi les 1800 compressions d'emploi intervenues depuis 1984 à la Société Nationale des Industries Minières (SNIM) n'apparaissent-elles pas: la réduction ne serait que de 400 emplois et aucune variation n'a été enregistrée au cours des 4 dernières années. Il en résulte que cette compilation statistique est à considérer avec précaution, d'autant plus que l'on compte officiellement 28 sociétés d'économie mixte, 4 sociétés nationales et 7 établissements publics à caractère industriel et commercial (soit en tout 39 entreprises), auxquelles viennent s'ajouter 28 établissements publics à caractère administratif.

La constitution d'un fichier des entreprises modernes à partir de recensements d'établissements ou d'interconnexion de fichiers administratifs devrait s'attacher à fournir une statistique précise de l'emploi public.

L'emploi dans l'Administration Publique n'est malheureusement pas mieux connu.

Dans de nombreux pays africains, les agents de l'Etat font l'objet de recensements dans le cadre des Programmes d'Ajustement Structurel, preuve qu'il est difficile de connaître exactement les effectifs à partir des sources existantes. L'objectif principal de ces recensements est de vérifier que ces effectifs ne sont pas fictifs et de mieux connaître un certain nombre de leurs caractéristiques, permettant de projeter les départs en retraite ou le coût des compressions.

Mais une difficulté permanente du comptage des effectifs des agents de l'Etat tient à la variation des définitions et de leur champ d'application, ainsi qu'à la variété des sources: se limite-t-on aux titulaires ou inclut-on les auxiliaires et les contractuels? Les données officielles se limitent en général aux effectifs civils (y compris ou non les effectifs de la sûreté et de la police ou des collectivités locales), et une analyse comparative qui se veut exhaustive doit le plus souvent faire des hypothèses sur les effectifs de la Garde Nationale et de l'Armée. Le tableau détaillé des professions dans le recensement général de la population peut constituer une source permettant de faire de telles hypothèses.

Parmi les sources permanentes des effectifs civils, la loi de finances a le mérite d'être toujours disponible et de permettre la reconstitution de séries temporelles, alors que le fichier de la solde de la Direction de l'Informatique ne peut guère être mobilisé que pour les années les plus récentes, sinon la seule dernière année. Mais la loi de finances correspond à un nombre de postes budgétaires, non à une réalité. Cependant, à ce niveau d'incertitude, mieux vaut prendre cette source régulière

dont le recensement des personnels de l'Etat en 1991 n'était pas si éloigné.

La Comptabilité Nationale constitue une source en elle-même (que l'on examinera plus en détail ultérieurement) en ce sens qu'elle est à l'origine d'estimations indirectes et globales de la contribution des diverses branches d'activité à la formation du PIB. Il est question ici des sources sur lesquelles se fondent directement les évaluations de comptabilité nationale. Il s'agit essentiellement des documents comptables des entreprises, "centralisés" annuellement à la Direction des Impôts. En réalité on s'aperçoit que cette source n'est guère utilisée que pour les industries manufacturières : dans tous les autres secteurs (mines, bâtiment, transport, commerce, banques...), les services de comptabilité nationale s'efforcent de compléter le fichier de l'ONS à partir des répertoires des Ministères de tutelle. Ce fichier de l'ONS ainsi constitué, est le seul, parmi toutes les sources examinées, à donner des informations sur les résultats de la production, mais il exclut toute donnée sur l'emploi. Les enquêtes sur les entreprises du secteur moderne, ainsi que les recensements des établissements, doivent ainsi, au-delà de leurs objectifs immédiats (adéquation formation-emploi, base de sondage sur le secteur informel), permettre de compléter le fichier des entreprises de l'ONS et y apporter les données manquantes sur l'emploi dans ces entreprises.

*

*

*

L'ensemble des sources qui viennent d'être décrites est particulièrement riche et varié : cette description détaillée avait pour but de donner les éléments nécessaires à leur utilisation optimale. Le tableau synoptique qui suit vise à mettre en perspective ces diverses sources en inter-connectant les champs, les concepts et les dates des enquêtes.

3. Tableaux synoptiques des sources de données sur la population active et l'emploi

Trois tableaux récapitulatifs peuvent être présentés pour résumer les analyses descriptives qui précèdent. Le premier remplace les diverses sources par type et par année, le second les remplace par champ géographique et par année. Enfin, le dernier récapitule les caractéristiques des diverses enquêtes et des diverses sources, et les informations qui peuvent en être tirées.

On trouvera ci-après, la liste des abréviations utilisées pour désigner les enquêtes et sources auxquelles il est fait référence:

- BIT :** Recensement et enquête du Bureau International du Travail sur le secteur non structuré en 1977.
- RGP :** Recensement Général de la Population de 1977 (et de 1988).
- RAMS-SM :** Enquête du projet RAMS sur le Secteur Moderne en 1980.
- RAMS-SNS:** Enquête du projet RAMS sur le Secteur Non Structuré en 1980.
- RAMS-Emp:** Enquête du projet RAMS sur l'emploi dans les ménages en 1980.
- RE.Dir.Stat:** Recensement des Etablissements par la Direction de la Statistique en 1981.
- RACAI :** Recensement des Activités Commerciales, Artisanales et Industrielles par la Direction de la Statistique en 1985.
- ONS-SM :** Enquête de l'Office National des Statistiques et de la Direction de l'Enseignement Technique sur le secteur Moderne en 1990.
- EPCV :** Enquête Permanente sur les Conditions de Vie des ménages.
- EP :** Enquête sur les Priorités (projet DSA).
- ONS-RE :** Recensement des Etablissements par l'ONS en 1991.
- ONS-SI :** Enquête sur le Secteur Informel par l'ONS en 1992.
- CNSS :** Statistiques de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale sur le secteur moderne.

Le tableau 1 montre que l'analyse comparative devra mettre en oeuvre des procédures permettant de comparer le recensement de la population de 1977 à l'enquête RAMS sur le secteur moderne de 1980, alors que les sources de l'année 1988 peuvent se suffire à elles-mêmes.

TABLEAU 1 : Tableau synoptique des sources par type et par année.

TYPE	ANNEES	1977	1980	1981	1985	1987	1988	1989	1990	1991	1992
.Recensements et enquêtes auprès des ménages		<u>RGP</u>	RAMS-Emp				RGP		EPCV	EPCV	EP
.Recensements et enquêtes auprès des établissements											
- secteur moderne			<u>RAMS-SM</u>		ONS-SM	ONS-SM	ONS-SM				
- secteur informel		BIT	RAMS-SNS (RE.DIR.RACAI (stat.))						ONS-RE	ONS-SI	
.Sources administratives secteur moderne					<u>CNSS</u>		<u>CNSS</u>	<u>CNSS</u>	<u>CNSS</u>	<u>CNSS</u>	<u>CNSS</u>
Soulignées : sources pouvant être considérées comme exhaustives dans leur champ, au niveau national											

TABLEAU 2 : Tableau synoptique des sources par champ géographique et par année.

CHAMP GEOGRAPHIQUE	ANNEES	1977	1980	1981	1985	1987	1988	1989	1990	1991	1992
.Sédentaires + nomades							RGP				EP
- sédentaires		RGP	(RAMS-emp.)				RGP		EPCV	EPCV	
- nomades		RGP					RGP				EP
.Urbain + rural		RGP			CNSS	RGP/CNSS	CNSS	CNSS	CNSS	CNSS	EP
- urbain		RGP	RAMS-Emp.			RGP					EP
.6 villes			RAMS-SM								
.3 villes										ONS-RE	ONS-SI
.2 villes					ONS-SM	ONS-SM	ONS-SM	ONS-SM	ONS-SM	ONS-RE	
. capitale		BIT/RGP	RAMS-SNS (RE.DIR.RACAI Stat.)		ONS-SM	ONS-SM	ONS-SM	ONS-SM	ONS-SM	ONS-RE	ONS-SI
- rural		RGP	(RAMS-Emp)				RGP	RGP			EP

Entre parenthèses : données non complètement publiées ou peu fiables

Remarque : En principe, les données issues des recensements de population devraient être disponibles à tous les niveaux de détail (6,3 ou 2 villes). Mais dans la réalité cela implique une exploitation complémentaire des résultats.

Tableau 3 : Tableau récapitulatif des caractéristiques et des résultats disponibles par source d'information.

Caractéristiques et résultats Sources	Caractéristiques			Résultats			
	Taille Echantillon ou univers	Champ géographique	Champ socio-économique	Nombre d'Établissements	Emploi	Production Valeur ajoutée Revenu	Autres caractéristiques
.Recensements et enquêtes auprès des ménages							
- RGP 1977	Exhaustif	National	Actifs	Ass:Nb employ. + indép.	Oui	Non	Oui
- RGP 1988	Exhaustif	National	Actifs		Oui	Non	Oui
- RAMS Emp. 1980	750 ménages 132 rural 618 urbain	National ss nomades	Actifs	-	Non	Non	Oui
- EPCV 1990-1991	1600 ménages	National ss nomades	Actifs	-	Non	Non	Oui
- EP 1992	6500 ménages	National	Actifs Chefs ménage et épouse	-	Non	Non	Oui
.Recensements et enquêtes auprès des établissements							
- BIT 1977	1867 étab.rec. Ech.131	Nouakch. lotis+marchés	tous étab. sauf ambul +comm.quart.	Oui	Non	Oui	Oui
- RAMS.SM 1980	191 entr.	6 villes	> 5 employ.	Oui	Oui	Non	Oui
- RAMS.SNS 1980	11747 étab.	Nouakchott lotis.kébas + marchés	tous étab.	Oui	Non	Non	Non
- RE Dir.Stat. 1981	4452 étab.	Nouakchott lotis.	?	Oui	Non	Non	Non
- RACAI 1985	12388 étab.	Nouakchott lotis+marchés	tous étab. sauf ambul	Oui	Oui	Non	Oui
- ONS-SM 1990	167 entr.	Nouakchott+ Nouadhibou		Oui	Oui	Non	Oui
- ONS-RE 1991	18566 étab.	Nouakchott+ Nouadhibou+ Kaédi	Tous étab. sédentaires	Oui	Oui	Non	Oui
- ONS-SI 1992	1900 étab.	Nouakchott+ Nouadhibou+ Kaédi	-	Oui	Oui	Oui	Oui
.Sources administratives CNSS 1987-1991	Employeurs immatriculés et déclarants	National	Salariés immatriculés	Oui	Oui	Non	Non

Si l'analyse se limite au bassin d'emploi de la capitale Nouakchott, alors on dispose de séries longues, pratiquement

pour chacune des 10 années du tableau 2 (sauf 1990). Mais une exploitation détaillée des statistiques de la CNSS pourrait facilement fournir les résultats par ville et donc permettre des estimations pour la capitale, les 2, 3 ou 6 principales villes et l'ensemble du milieu urbain.

Le tableau 3, enfin, permet de visualiser la diversité des univers, des champs géographiques et socio-économiques, et de se rendre compte que seulement 2 sources démographiques sur 5, et 5 sources d'entreprises sur 8, fournissent des informations utilisables sur l'emploi, c'est-à-dire les effectifs. Les autres sources peuvent être mobilisées pour mieux connaître la structure de l'emploi ou l'évolution des taux.

III. LE MARCHE DU TRAVAIL EN MAURITANIE 1977 - 91 : GRANDES TENDANCES ET PRINCIPALES COMPOSANTES.

L'analyse du marché du travail en Mauritanie peut-être tentée dans plusieurs directions : à partir des sources démographiques tout d'abord, pour établir les grandes tendances de la population active, à partir des sources d'entreprises ou administratives d'autre part pour préciser les caractéristiques et les structures de l'emploi dans le secteur moderne et dans les micro-entreprises du secteur informel, à partir de la comparaison de ces sources entre elles enfin pour différencier les grandes composantes de l'emploi et les secteurs ou segments du marché du travail : secteur moderne, secteur informel localisé (micro-entreprises), secteur informel non localisé (entreprises familiales).

1. Grandes tendances de la population active : 1977-88-91

La croissance de l'offre de main d'oeuvre en Mauritanie est intervenue depuis une vingtaine d'années dans un contexte de sédentarisation et d'urbanisation accélérées.

Le tableau 4 ci-après résume l'évolution de la population mauritanienne au regard de ces deux phénomènes et de l'alphabétisation:

Tableau 4 : Sédentarisation, urbanisation et alphabétisation de la population mauritanienne, tendances 1962/65-1988.

	% sédentaires	% urbain	% alphabètes	Population totale	Taux de croissance annuel
1962-65(*)	33	3,3	10,7	1 097 800	
1977	67	22,7	18,2	1 338 830	2,17
1988	88	39,6	38,9	1 864 236	2,93

(*) Agrégation des résultats de l'enquête urbaine 61-62 et de l'enquête rurale 64-65.

En près de 12 ans, entre 1962 et 1977, la proportion de la population sédentaire a doublé, passant de 33 à 67%. le processus s'est poursuivi à un rythme soutenu durant les 12 années suivantes et la population nomade ne représente plus aujourd'hui que 12% de la population totale.

Les taux de croissance urbaine particulièrement élevés observés durant cette période sont en grande partie liés au phénomène précédent. Les villes (de plus de 5 000 habitants) qui n'abritaient que 3,3 % de la population totale en 1962 en représentaient 22,7% en 1977 et près de 40% en 1988, ce qui correspond à un taux de croissance annuelle de 15,5% pour la première période et de 7,55% pour la seconde : taux particulièrement élevés si l'on se rend compte qu'ils s'appliquent à l'ensemble du milieu urbain et non à la seule capitale. Nouakchott même, agglomération de 5 800 habitants au début des années 60 connaît les taux de croissance les plus élevés (25,4% par an durant les années 60 et 70, 10% durant les années 80). Seules Nouadhibou et Kiffa, parmi les agglomérations d'une certaine taille, ont connu des taux de croissance comparables (voir tableau 5 ci-après).

Quant au taux d'alphabétisme, il a suivi un rythme proche de celui de l'urbanisation et la Mauritanie atteint aujourd'hui un taux de près de 40%, ce qui reste faible par rapport à la moyenne des pays africains (51%) : c'est pour les femmes que les progrès ont été les plus considérables.

Le taux de croissance global de la population est très élevé puisqu'il atteint 2,93% par an.

**Tableau 5 : Population des centres urbains en 1962-1977
et 1988 et taux annuels de croissance.**

	Centres urbains> 5000 hab 1988	Centres urbains 1977	Localités correspon- dantes 1962	Taux annuel de croissance 77/62 88/77		Population projetée 1991
Nouakchott	393 325	138 530	5 807	25,4	10,0	523 520
Nouadhibou	59 198	22 365	5 283	10,9	9,3	84 490
Kaédi	30 515	20 536	9 197	5,9	3,7	35 150
Kiffa	29 292	10 703	4 359	6,6	9,6	36 560
Rosso	27 783	15 888	4 811	8,9	5,2	
Zouerate	25 892	17 947	4 659	10,1	3,4	
Atar	21 366	16 394	9 528	4,0	2,4	
Nema	15 747	7 949	3 893	5,2	6,4	
Boutilimit	14 545	7 263	2 774	7,1	6,5	
Boghé	12 557	7 891	5 867	2,1	4,3	
Aïoun El Atrouss	12 445	8 528	4 877	4,1	3,5	
Sélibaby	11 530	5 451	2 737	5,0	7,0	
Tidjikja	10 904	8 305	3 661	6,0	2,5	
Timbédra	10 399	5 384	1 815	8,1	6,2	
Akjoujt	10 357	8 068	2 518	8,7	2,3	
Magta-Lahjar	9 972	3 821			9,1	
Guerou	9 665	3 712			9,1	
Aleg	9 635	5 143	1 360	10,0	5,6	
Tintane	7 030	2 467			10,0	
Adel Bagrou	6 020	2 199			9,6	
Bababe	5 419	3 219			4,8	
M'Bout	5 309	4 467			1,6	
POPULATION URBAINE	738 905	308 318	35 682	15,5	7,55	

Source : Recensements de la population 1977 et 1988.

Les tableaux 6 et 7 suivants donnent les principales caractéristiques de la population active en 1977 et 1988. Les principales difficultés d'élaboration et donc d'interprétation de ces tableaux tiennent à la nécessité d'inclure la population nomade dans les données de 1977 et au fait que les résultats de 1988 ne distinguent pas entre milieu urbain et milieu rural. Pour ce qui concerne les nomades, ils avaient été enquêtés par sondage et avaient fait l'objet d'un questionnaire spécifique ne permettant pas l'agrégation directe des résultats avec la population sédentaire : avait seulement été relevée l'activité principale du ménage. C'est donc sur la base de ces résultats, d'un coefficient de 1,5 actif par ménage résultant des hypothèses contenues dans le rapport du recensement, d'une assimilation de la population occupée à la population active (pas de chômeurs) et d'une localisation de cette population dans le seul milieu rural qu'a été construit le tableau 6.

Sous ces hypothèses, la population active mauritanienne est passée de 431 078 personnes à 585 809 entre 1977 et 1988, soit une croissance de 35,9% correspondant à 14 000 actifs supplémentaires par an et un taux annuel de 2,8% (inférieur au taux de croissance de la population totale).

Le taux brut d'activité (rapport des actifs à la population totale) est resté stable (31,4% en 1988 contre 32,2% en 1977), résultant d'une diminution chez les hommes et d'une augmentation chez les femmes; il faut cependant noter que l'âge de relevé de l'activité est passé de 12 ans en 1977 à 10 ans en 1988 et que cela aurait dû influencer à la hausse les taux bruts d'activité.

Mais le phénomène le plus frappant est incontestablement la forte croissance du taux de chômage qui est passé de 9,7% en 1977 à 25,8% en 1988, le nombre de chômeurs ayant été multiplié par 3,6 passant de 41 643 à 151 155. L'écart est évidemment d'autant plus important que l'hypothèse avait été faite qu'il n'y avait pas de chômeurs nomades en 1977 (à titre de comparaison, indiquons que le taux de chômage calculé pour les seuls sédentaires était de 14,1% en 1977 et le taux de chômage des nomades en 1988 s'élève à 15,5%). Sous cette réserve, les effectifs de chômeurs se sont accrus de 12,4% par an. C'est chez les femmes que le taux est le plus élevé (35,9% en 1988 contre 14,7% en 1977), les effectifs en chômage ayant été multipliés par 4,3 pour cette catégorie. On notera en outre que le chômage de première insertion est le phénomène dominant, puisque les jeunes à la recherche d'un premier emploi représentaient 81% des chômeurs en 1988.

Tableau 6 : Population active par catégorie, sexe et milieu en 1977

	ENSEMBLE MAURITANIE						
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	URBAIN	RURAL	NOUAKCHOTT	NOUADHIBOU
Population d'âge actif (12 ans et plus)	397 896	438 011	835 907	316 404(*)	519 503	89 698	16 358
Population active	338 986	92 092	431 078	103 668	327 410	51 935	10.044
- occupée	310 920	78 515	389 435	73 733	315 702	37 125	8.308
- sans travail	28 066	13 577	41 643	29 935	11 708	14 810	1.736
Taux brut d'activité	51.4	13.6	32.2	34.1	31.6	38.6	42.7
Taux global d'activité	85.2	21.0	51.6	32.8	63.0	57.9	61.4
Taux de chômage	8.3	14.7	9.7	28.9	3.6	28.5	17.3

Sources: recensement de la population de 1977 (vol 1 résultats prioritaires)
et tableaux du recensement utilisés par RAMS "Qualification de la main d'oeuvre, FS 3.1

Remarque: ce tableau inclut les nomades, en totalité en milieu rural; tous les actifs nomades sont occupés

(*) Les 316 404 personnes d'âge actif en milieu urbain ne sont pas cohérentes avec l'effectif total de la population urbaine (308.318). Néanmoins, nous avons conservé ce chiffre qui apparaît dans les tableaux publiés sur l'activité.

Tableau 7 : Population active par catégorie, sexe et milieu en 1988

	ENSEMBLE MAURITANIE						
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	URBAIN	RURAL	NOUAKCHOTT	NOUADHIBOU
Population d'âge actif (10 ans et plus)	613 821	646 493	1260 314	529 805	730 509	271 132	46 347
Population active	422 008	163 801	585 809	232 095	353 714	127 066	28 463
- occupée	329 581	105 073	434 659	158 812	275 847	93 775	22 132
- sans travail	92 427	58 728	151 155	72 283	78 872	42 085	8 835
Taux brut d'activité	45.7	17.4	31.4	31,4	31,4	32.5	46.2
Taux global d'activité	68.8	25.3	46.5	43,8	48,4	46.9	61.4
Taux de chômage	21.9	35.9	25.8	31,1	22,3	33.1	31.0

Sources: recensement de la population de 1977 (vol 1 résultats prioritaires) et tableaux complémentaires pour urbain / rural.

L'analyse de l'évolution de la population occupée par branche d'activité et par situation dans la profession constitue un aspect important de la démarche en vue de l'estimation indirecte de l'emploi informel. Cette analyse pose le même type de difficultés vis-à-vis de la population nomade; en outre, les changements de nomenclatures impliquent que l'on utilise une classification agrégée pour toute comparaison entre 1977 et 1988.

Le tableau 8 suivant a été élaboré à partir des tableaux I et II en annexes : le taux annuel de croissance de la population occupée par branche entre 1977 et 1988 permet de calculer une estimation pour l'année 1980, année de base pour l'estimation indirecte de l'emploi informel, puisque l'on dispose, pour cette année-là, de la première enquête sur le secteur moderne.

A côté de la décroissance classique (absolue et relative) que connaît le secteur de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, passant de 69,4 à 52,2% de la population active occupée totale, le phénomène marquant est la forte décroissance des effectifs du secteur manufacturier (artisanat compris) : -8,3% par an. Cependant que les activités commerciales connaissent une véritable explosion, avec un taux annuel de croissance de 8,3%, s'appliquant à des effectifs déjà élevés qui se sont trouvés ainsi multipliés par un facteur de 2,4, identique au facteur de réduction des effectifs manufacturiers.

Tableau 8 : Répartition et évolution de la population occupée par branche d'activité 1977 - 1988. Estimation 1980. Ensemble de la Mauritanie

BRANCHES D'ACTIVITE	1977	%	1988	%	TAUX ANNUEL CROISSAN.	ESTIMAT° 1980
Agriculture, Elevag.	269 064	69,4	229 770	52,2	- 1,45	57 530
Ind.extractives, énergie	7 230	1,9	7 945	1,8	0,88	7 420
Ind.manufact. y compris artisanat	16 633	4,3	6 856	1,6	- 8,3	12 830
Bâtiment, TP.	9 515	2,5	14 259	3,2	3,8	10 640
Commerce	31 592	8,1	75 774	17,2	8,3	40 130
Transport	5 241	1,3	9 723	2,2	5,8	6 210
Administration, Banques, Services	48 413	12,5	96 045	21,8	6,4	58 320
Ensemble non agric.	118 624	30,6	210 602	47,8	5,3	135 550
Total Général	387 688	100,0	440 372	100,0	1,16	393 080

Sources : Tableaux I et II de l'annexe statistique

Parmi les secteurs qui ont connu une croissance plus rapide que l'ensemble des activités non-agricoles, on notera l'administration et les services (+ 6,4% par an) et dans une moindre mesure, le transport (5,8%). Le secteur du bâtiment s'est caractérisé, pour sa part, par une croissance modérée (3,8%) inférieure à celle des activités non agricoles (+ 5,3% par an). La tendance à la tertiarisation de l'économie s'est donc fortement accentuée, signe du poids qu'a pu prendre le secteur informel dans l'économie mauritanienne. Les données disponibles ne permettant pas d'élaborer un tableau croisé des branches d'activité et des situations dans la profession, on en est réduit à se limiter à l'analyse de cette dernière classification (tableau 9). Encore faut-il, ici encore, faire une hypothèse de répartition des nomades en 1977 : c'est la structure de répartition de 1988 qui a été appliquée aux 136 555 actifs nomades de 1977; bien que peu satisfaisante à priori, cette hypothèse se justifie par le fait que les populations nomades restées réfractaires à la sédentarisation, ont probablement connu une lente évolution de leurs comportements. En tout état de cause, l'évolution de la répartition proportionnelle des seuls sédentaires est peu différente.

Tableau 9 : Répartition et évolution de la population occupée par situation dans la profession 1977 - 1988.
Ensemble de la Mauritanie

SITUATION PROFESSION	1977	%	1988	%
Employeurs	1 097	0,3	4 498	1,0
Indépendants	192 570	49,4	244 672	55,5
Aides familiaux et apprentis	106 367	27,3	72 464	16,4
Autres dépendants	13 382	3,4	1 771	0,4
Salariés	76 253	19,6	117 571	26,7
Non Salariés	313 416	80,4	323 405	73,3
Total Général	389 669	100,0	440 976	100,0

Sources : Tableaux III et IV de l'annexe statistique et tableau 19 p.45 du recensement de 1988 (résultats prioritaires) pour la structure de la population active nomade selon la situation dans la profession.

La catégorie des indépendants (travailleurs à leur propre compte n'employant pas de salariés) a vu sa part passer de 49,4 à 55,5% de la population active occupée, ce qui est un signe de croissance du secteur informel dans la mesure où il intervient dans le même temps où les effectifs agricoles déclinent. Mais ce mouvement a été contrebalancé par une diminution relative et absolue des aides familiaux (dont la part est passée de 27,3 à 16,4%), de sorte que globalement, la population occupée non salariée a diminué en valeur relative, restant quasiment stable en valeur absolue. Cependant, cette évolution qui se traduit donc par un poids accru des salariés (qui en viennent à représenter plus du quart de la population occupée : 26,7%) ne peut être entièrement considérée comme un signe de modernisation de l'économie dans la mesure où 47,9% des effectifs salariés le sont à titre temporaire (cf. tableau IV, annexe statistique). La distinction entre salariés permanents et salariés temporaires n'ayant pas été faite en 1977, on ne peut dire si le phénomène a eu tendance à s'étendre : il n'empêche que près de la moitié de la population salariée est en situation de précarité, et que c'est là une caractéristique essentielle du marché du travail en Mauritanie. Une meilleure connaissance des effectifs employés dans le secteur moderne de l'économie devrait nous permettre de mieux caractériser cette population salariée et, par complément, le secteur informel.

2. L'emploi dans le secteur moderne

L'emploi dans le secteur moderne peut être approché à partir des enquêtes d'entreprises pour les années 1980, 87, 88 et 89, et à partir des statistiques de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale pour les années 1987 à 1991. Par ailleurs, il convient d'ajouter à ces effectifs l'emploi dans la Fonction Publique : mais sur ce dernier point, des estimations restent nécessaires afin de ne pas se limiter aux seuls effectifs civils.

Le tableau 10 suivant fournit les estimations globales de l'emploi dans le secteur moderne.

Tableau 10 : L'emploi dans le secteur moderne selon les diverses sources.

ANNEES						
SOURCES	1980	1987	1988	1989	1990	1991
RAMS.SM	15 562					
ONS.SM		16 400	17 384	17 540		
CNSS		16 674	17 432	16 959	17 013	
Fonct.Pub	20 000			27 000		

L'enquête de 1980 a porté sur 191 entreprises des 6 principales villes du pays alors que l'enquête de 1990 a relevé l'emploi de 167 entreprises de Nouakchott et Nouadhibou en 1987, 88 et 89. Les statistiques des salariés immatriculés à la CNSS sont très proches des résultats de l'enquête : elles concernent 200 entreprises publiques et privées de 20 salariés ou plus, et près de 300 employeurs privés de moins de 20 salariés; surtout la SNIM qui emploie plus 4 500 personnes doit être ajoutée à ces chiffres. C'est donc près de 21 500 emplois qui sont procurés par le secteur moderne des entreprises selon cette source. Mais il est vrai que la conception de l'entreprise (ou de l'établissement) y est beaucoup plus large que dans les enquêtes puisqu'on y trouve les communes, les ambassades, les projets de développement. C'est encore cette source qui nous permet de connaître de façon relativement fiable l'emploi dans les établissements publics (à caractère industriel et commercial et à caractère administratif) : 13 902 emplois en 1988 et 12 741 en 1990, SNIM comprise.

Par ailleurs, l'activité des entreprises n'est pas relevée par la CNSS, de sorte qu'on ne dispose guère que de l'emploi global : le classement par activité ne pourrait se déduire qu'à partir des raisons sociales, ce qui n'est pas impossible mais demande un travail de compilation et de vérification que les services de la comptabilité nationale devraient entreprendre afin de suivre, à l'avenir, cette source particulièrement intéressante et permanente.

En attendant, c'est l'enquête qui demeure donc la source la plus détaillée. Quant à la fonction publique, les effectifs sont des estimations fondées sur la loi de finances et des hypothèses sur les effectifs des corps non civils.

Le tableau 11 ci-après récapitule les informations disponibles sur le secteur moderne des entreprises. Le champ géographique des deux enquêtes n'étant pas le même, il n'est pas possible de commenter les évolutions. Il convient de garder à l'esprit que la définition du secteur moderne en 1980 est beaucoup plus extensive (géographiquement parlant) qu'en 1987, 88 et 89. On notera également que l'emploi temporaire ne représentait que 18 à 23% de l'emploi moderne non agricole.

L'emploi dans les industries extractives et l'énergie (eau, gaz, électricité) est resté à peu près constant au cours de la dernière décennie, avec plus de 5500 personnes. En revanche, l'emploi dans les industries manufacturières a notablement augmenté en dépit de la différence de champ des enquêtes, ce qui

**Tableau 11 : Répartition de l'emploi par branche d'activité
dans le secteur moderne**

BRANCHE D'ACTIVITE	ANNEES nb entrep	1980 effectifs (temporaires)	nb entrep	1987 effectifs (dt.tempor.)	1988 effectifs (tempor.)	1989 effectifs (tempor.)
Agriculture, élevage	2	143	33	2 405	2 604	2 683
Ind.extractives, énergie	4	5 701	10	5 475	5 529	5 541
Ind.manufacturières	30	1 363	36	1 850	2 292	2 279
Construction	21	2 522	9	457	430	429
Commerce, hotel,rest.	62	1 616	41	985	1 018	947
Transport, communic.	24	1 716	27	3 543	3 800	3 648
Banques, Assurances, Services	48	2 501	11	1 685	1 711	2 013
Total non agricole	189	15 419 (3 262)	134	13 995 (2 583)	14 780 (3 221)	14 857 (3 427)
Total général	191	15 562 (3 262)	167	16 400 (2 786)	17 384 (3 460)	17 540 (3 658)

Sources : Enquête RAMS sur le secteur moderne en 1980
Enquête ONS sur le secteur moderne en 1990

signifie que la diminution de l'emploi dans ce secteur entre 1977 et 1988 d'après les recensements de population, est entièrement due à la chute des activités artisanales.

*

*

*

La décroissance brutale des activités manufacturières et de l'artisanat en particulier, et l'explosion du commerce sont elles confirmées par les enquêtes auprès des établissements ? Nouakchott qui a connu 5 recensements en 15 ans offre l'opportunité de suivre l'évolution du nombre d'établissements dans les différentes branches d'activité et de préciser cette observation.

3. L'emploi dans les micro-entreprises du secteur informel d'après les enquêtes d'établissements

Bien que plus limitées dans leur champ géographique et dans leur champ socio-économique, ces enquêtes présentent l'énorme avantage de donner un plus grand détail des activités informelles qui se révèlent extrêmement diverses : l'enquête RAMS de 1980 ne compte pas moins de 113 activités différentes (dont il est vrai 59 pour le seul commerce) et le recensement de l'ONS en 1991 en dénombre 63. Bien entendu, cette diversité dépend en partie des classifications décidées à posteriori par les responsables des enquêtes, mais cette diversité même devrait pouvoir éclairer sur les potentialités d'un secteur dont les activités sont parfois jugées trop répétitives et imitatives, et parfois au contraire sont jugées imaginatives et proches des besoins et des possibilités du consommateur.

Si l'on excepte la dernière d'entre elles (1991), ces enquêtes sont restées limitées à la capitale, et excluent par définition les activités qui ne s'exercent pas dans des établissements, la définition pouvant cependant être suffisamment large pour inclure les tabliers et étalagistes à même le sol; dans tous les cas cependant, le travail à domicile est exclu et les chantiers de bâtiment en général non saisis : le champ est donc plus étroit que celui des enquêtes ménages, ce qui offre la possibilité d'en comparer les résultats pour réfléchir sur la signification du solde.

Par ailleurs, les différences dans la conception des enquêtes obligent à faire un grand nombre d'ajustements ou de redistributions d'une catégorie à l'autre, sans que l'on soit toujours certain d'aboutir à des résultats significatifs.

L'enquête de 1977 réalisée par le BIT constitue le premier point de référence et il est donc utile d'en comparer les résultats avec ceux des deux enquêtes suivantes, même si cela contraint à limiter excessivement la couverture réelle de l'enquête la plus exhaustive qui a été celle du projet RAMS en 1980. De ce fait nous présenterons tout d'abord la répartition sectorielle et géographique du recensement de 1980 pour donner une idée de l'importance relative des marchés et des quartiers d'une part, des commerces sédentaires et ambulants (tabliers, étals au sol) d'autre part.

Tableau 12 : Nombre d'établissements par secteur d'activité, mode d'exercice et localisation à Nouakchott. 1980.

SECTEURS MODE D'EXERCICE LOCALISATION	COMMERCE			PRODUCT.	SERVICE	TOTAL
	AMBULANT	SEDENT.	ENSEMBLE			
Marchés	2 682	1 500	4 282	640	109	5 034
Quartiers	920	2 137	3 057	747	942	4 743
Kébas	457	1 242	1 692	174	86	1 959
Total	4 059	4 979	9 038	1 561	1 137	11 736

Source : compilation à partir du tableau 5.1 pp.66s du rapport RAMS.FS 31 : Qualifications de la main d'oeuvre

Notes : Les restaurants ont été replacés dans les services et les boucheries dans le commerce.

On voit, à partir de ce tableau, que les commerçants sédentaires sont plus nombreux dans les quartiers que sur les marchés où prédominent les étalagistes et tabliers. Enfin, le nombre d'activités de production sur les marchés est important.

Retenons également que les commerçants ambulants et étalagistes représentent 44,9% des activités commerciales à Nouakchott.

Le tableau 12 permet une décomposition de la population des établissements de Nouakchott en ses divers éléments, ce qui nous permet d'établir en premier lieu la série 1977-78-81, puis la série 80-85-91 qui couvre le champ le plus large et sans doute le plus comparable, puisque les deux dernières enquêtes fournissent en outre des données sur l'emploi dans les établissements.

Le tableau 13 suivant retrace l'évolution du nombre d'établissements entre 1977 et 1981.

Tableau 13 : Evolution du nombre d'établissements sédentaires par branche et pour certains métiers à Nouakchott. 1977 - 80 - 81.

ANNEE BRANCHES/METIERS	1977 ⁽¹⁾	1980	1981 ⁽²⁾	TAUX ANNUEL DE CROISSANCE	
				77/80	80/81
Industrie	409	640		16,1	
Bâtiment ⁽⁵⁾	52	10		--	
Commerce					
sur marchés	923	1 600		20,1	
dans quartiers		2 137	2 449		14,9
ensemble		3 737			
Services	488	947		24,7	
Total	1 867	3 134 ⁽³⁾		18,8	
		(3 833) ⁽⁴⁾	4 452		16,1
Taillleurs	130	652	267		
Menuisiers bois	72	144	105		
Menuisiers métal	146	134			
Restaurants	40	67	57		
Coiffeurs	151	363	353		
Blanchisseurs	93	253	207		

Sources : 1977. Maldonado (1987) : Petits producteurs urbains d'Afrique francophone, BIT, Genève. (tableau 2 p.10)
 1980. RAMS : "qualifications de la main d'oeuvre". Rapport F5 3.1 (tableau 5.1 p.66)
 1981. Cité par ISSELMOU Ould MOHAMED "l'économie non officielle dans le contexte mauritanien, in "les pratiques juridiques, économiques et sociales informelles"
 1991. Actes du colloque de Nouakchott, 1988

Notes : (1) En 1977, les commerçants n'ont pas été recensés dans les quartiers
 (2) En 1981, les marchés ne semblent pas avoir été recensés.
 (3) Le total de 1977 est comparé avec le total de 1980 (hors commerçants de quartiers)
 (4) Le total de 1981 est comparé avec le total de 1980 (hors marchés).
 (5) le nombre d'établissements dans le secteur du bâtiment n'est pas significatif.
 Pour les 3 enquêtes, les activités dans les Kébas et les activités ambulantes ne sont pas comptées (seule l'enquête de 1980 les ayant couvertes)

On voit que la croissance du nombre d'établissements a été très forte entre 1977 et 1980 (+18,8% par an) et qu'elle est restée très soutenue entre 1980 et 1981 (+16,1%). Le secteur du commerce a connu une croissance supérieure à la moyenne (+20,1% par an) mais la croissance des services a été encore plus rapide (+24,7%), les activités manufacturières se situant légèrement en dessous de la moyenne (16,1%).

La répartition par métier donne une idée de leur importance à Nouakchott, leur évolution n'étant pas très significative : les tailleurs par exemple, très nombreux sur les marchés, ne semblent pas avoir été recensés en 1977, pas plus qu'en 1981.

Ces tendances se sont-elles prolongées au delà de 1981? le tableau 14 ci-dessous permet de suivre l'évolution sectorielle du nombre d'établissements au cours de la dernière décennie :

**Tableau 14 : Evolution du nombre d'établissements sédentaires(*)
par secteur d'activité à Nouakchott - 1980-85-91
(quartiers lotis et marchés)**

ANNEES	1980		1985		1991		TAUX DE CROISS/AN	
SECTEURS		%		%		%	80/85	85/91
Industrie	1 387	21,4	2 062	16,8	1 666	11,5	8,3	-3,6
Bâtiment	10		-		32		-	-
Commerce	3 737	60,4	8 743	71,0	10 459	72,1	18,5	3,0
Services	1 051	17,0	1 482	12,0	2 359	16,3	7,1	8,1
Total	6 185	100,0	12 307	100,0	14 516	100,0	14,8	2,8

Sources : 1980 : RAMS rap. cit. et tableau 12 supra
 1985 : Direction de la statistique : Recensement des activités commerciales, artisanales et industrielles à Nouakchott
 1991 : ONS : recensement des Etablissements

Note(*) secteur moderne exclu

Au cours des deux périodes de la décennie, les rythmes de croissance se sont considérablement affaiblis par rapport à ceux qui prévalaient à la fin des années 70. Seul le commerce s'est maintenu à un haut niveau de croissance durant la première moitié de la décennie (rythme annuel de 18,5%), puis au cours de la seconde moitié de la décennie, les activités manufacturières ont dramatiquement chuté (-3,6% par an), les activités commerciales se sont considérablement ralenties (connaissant un taux de croissance annuel de 3% seulement, à peine supérieur à la moyenne de l'ensemble des branches); seuls les services ont augmenté leurs performances puisque leur taux de croissance annuel qui était de 7,1% entre 1980 et 1985 est passé à 8,1% entre 1985 et 1991.

En terme d'emplois, les évolutions sont sensiblement différentes comme l'indique le tableau suivant pour la période 1985 - 1991, seules dates où ont été relevés les effectifs employés dans les établissements.

Tableau 15 : Evolution du nombre d'emplois et de la taille des établissements à Nouakchott 1985 - 1991(*)

ANNEES SECTEURS	1985			1991			TAUX.CROISS. ANNUEL DE L'EMPLOI
	EMPLOIS	%	TAILLE	EMPLOIS	%	TAILLE	
Industrie	3 137	18,2	1,51	4 837	16,0	2,90	7,5
Commerce	11 259	65,4	1,29	17 628	58,4	1,68	7,8
Services	2 813	16,3	1,89	7 733	25,6	3,28	18,4
Total	17 209	100,0	1,40	30 198	100,0	2,08	9,8

Sources : ibid

Note(*) : secteur moderne exclu

Il apparaît que l'emploi manufacturier a continué à croître à un rythme de 7,5% par an, certes inférieur à la moyenne (qui est de 9,8%), ce qui signifie que la taille moyenne des établissements a fortement augmenté, passant en effet de 1,51 à 2,9 emplois par établissement. Les performances du commerce sont, en terme d'emplois, à peine supérieures à celles des activités manufacturières. Mais le secteur des services confirme le rôle prépondérant qu'il a joué durant cette période, puisque l'emploi s'y est accru au rythme très élevé de 18,4% par an, la taille moyenne des établissements étant la plus élevée des 3 secteurs avec 3,28 personnes par établissement.

. Il est intéressant, à ce stade, de descendre plus précisément dans le détail des branches d'activité et d'essayer de mesurer l'impact différentiel qu'ont eu les événements d'Avril 1989 avec le Sénégal, événements qui se sont traduits par le départ de près de 70 000 Sénégalais et le retour de près de 200 000 rapatriés dont plus de la moitié sont actifs.

Le tableau 16 ci-après montre que presque toutes les branches ont été frappées par la crise dans le secteur manufacturier : toutes enregistrent des taux négatifs de croissance du nombre d'établissements sauf les boulangeries, les teintureries et les briqueteries; encore dans ces deux derniers cas, la croissance positive enregistrée vient-elle compenser la croissance négative de la période antérieure. Les secteurs les plus touchés sont le travail du métal y compris les bijoux, le travail du cuir et les moulins qui enregistrent des diminutions d'emplois. Quant aux services, ils ont, sauf exception (réparations radio-télé, montres), connu une croissance soutenue, comparable à celle de la période antérieure, le ralentissement des créations d'établissements étant compensé par l'augmentation des créations d'emplois. C'est la branche restauration qui a, semble-t-il, connu le plus fort dynamisme. Mais c'est la réparation automobile qui a le plus contribué à la création d'emplois durant la période, ainsi que les blanchisseurs. Et surtout le commerce dont les faibles taux ne s'expliquent que par les hauts niveaux d'effectifs.

Tableau 16 : Evolution du nombre d'établissements et du nombre d'emplois dans quelques branches à Nouakchott en 1980, 85 et 91

ANNEES BRANCHES	1980	1985		1991			TAUX DE CROISS/AN		
	Nb.étab	Nb.étab.	Nb.emplois	Nb.étab.	Nb.emp.	dont Etablissements.	salaries 80/85	85/91	85/91
Moulins	75	135	210	124	194	57	12,5	-1,4	-1,3
Boulangeries	3	43	167	68	391	321	70,3	7,9	15,2
Artisanat trad.				195	508	70			
Teinturerie	73	52	92	100	227	36	-7,0	11,5	16,2
Tapisserie	12	21	38	17	59	34	11,8	-3,6	7,6
Tailleurs	652	1 156	1 330	757	1 468	367	12,1	-7,3	1,7
Travail cuir, chaussure*	56	102	121	38	84	29	12,7	-17,9	-6,3
Menuiserie bois	144	199	448	188	604	233	6,7	-1,0	5,1
Menuiserie métal* forge,bijoux	202	320	523	100	244	75	9,6	-21,4	-13,5
Briquetterie	46	29	81	66	287	187	-9,7	14,7	23,5
Commerce	7 669	8 730	11 259	10 459	17 628	4 272	2,6	3,1	7,8
dont boutiques		4 920	6 672	3 172	5 403	1 625			
Restaurants	253	278	535	489	972	343	1,9	9,9	10,5
Réparations auto, pneus, batterie	185	296	851	462	1 881	476	9,9	7,7	14,1
Réparation radio, télé, montres	112	152	227	146	244	24	6,3	-0,7	1,2
Réparation frigo	9	16	34	32	93	21	12,2	12,2	18,3
Coiffeurs	67	98	106	126	209	27	7,9	4,3	12,0
Blanchisseurs	363	486	613	626	1 004	250	6,0	4,3	8,6
Photographes	20	37	69	41	94	34	13,1	1,7	5,3

Sources : ibid

Note(*) : Activités qui peuvent être partiellement incluses dans l'artisanat traditionnel en 1991.

Il est frappant de constater que le ralentissement ou même la diminution des créations d'entreprises est la résultante d'un double mouvement de fermetures et d'ouvertures, ces dernières bien qu'anormalement élevées arrivent à peine à compenser le mouvement de fermetures, ce qui correspond bien évidemment au départ des Sénégalais en 1989.

Le tableau 17 suivant, extrait des résultats du recensement des établissements dans les 3 villes de Nouakchott, Nouadhibou et Kaédi, montre bien l'importance du phénomène pour les années 1989 et 1990.

Les chiffres très élevés de 1991 ne sont pas significatifs à leur hauteur, car il y a attirance des réponses pour l'année de l'enquête. Le décrochage nettement visible intervenu en 1989 recouvre un phénomène de reprise par des nationaux des établissements laissés par les Sénégalais, ainsi qu'une réinsertion des rapatriés. Le tableau 17 nous fait percevoir dans quelles branches d'activité sont intervenus prioritairement ces phénomènes, le classement étant fait selon un ordre décroissant du nombre de créations en 1991.

Tableau 17 : création d'établissements à Nouakchott, Nouadhibou et Kaédi entre 1984 et 1991

ANNEES	1984	85	86	87	88	89	90	91
BRANCHES								
Boutiques	59	110	127	179	199	624	891	1 884
Commerce tissus,vêt.	36	78	70	105	111	236	316	713
Blanchisseurs	6	4	20	21	25	66	108	519
Commerce voiles	17	32	89	46	64	98	130	479
Tailleurs	11	19	24	46	41	100	141	447
Artisanat tradit.	23	25	42	32	40	116	158	416
Restaurants	10	8	14	16	21	65	83	304
Garages	9	9	12	14	17	48	67	162
Commerce de bijoux	14	15	33	24	9	48	76	114
Pharmacies	3	4	2	6	2	7	7	35
Ensemble(1)		625	783	803	876	2 382	3133	7 699

Source : ONS (1992) : Enquête sur le secteur informel en milieu urbain. Résultats provisoires du recensement des établissements

Note(1): Le total inclut des activités non comprises sur le tableau.

Nous allons maintenant présenter les résultats d'une analyse comparative des sources de données sur l'emploi pour l'ensemble de la Mauritanie, le milieu urbain et Nouakchott en particulier. Cette analyse devrait nous permettre de préciser certaines caractéristiques des structures de l'emploi en Mauritanie, selon le milieu et lorsque ce sera possible, selon le sexe.

4. L'emploi dans le secteur informel en Mauritanie : résultats de l'analyse comparative

L'analyse des composantes de la population active et de l'emploi dans le secteur moderne et dans les micro-entreprises nous a permis de mieux cerner l'importance et les contours du secteur informel mauritanien. Il reste à intégrer les données ainsi élaborées dans un cadre d'ensemble et dans une perspective macro-économique visant à comparer entre elles les diverses grandes composantes de l'emploi et de la population active, et notamment le secteur informel, et à préciser leur dynamique d'évolution. Les années de référence sur lesquelles nous allons faire porter nos estimations sont les années 1980 et 1988. En effet, la disponibilité des résultats des deux recensements de population de 1977 et 1988 permet d'interpoler les résultats à l'année 1980 pour laquelle on dispose de la première enquête sur le secteur moderne. En revanche, il est beaucoup plus délicat d'extrapoler les résultats de 1988 aux années ultérieures, compte tenu des événements de 1989. Nous tenterons cependant l'exercice pour la ville de Nouakchott puisque l'on peut tirer parti du recensement des établissements de 1991 pour mieux comprendre la structure du marché du travail dans la capitale.

Les tableaux 18 et 19 fournissent les résultats détaillés des estimations du secteur informel pour l'ensemble de la Mauritanie en 1980 et en 1988; les tableaux 20 et 21 portent sur Nouakchott.

Tableau 18 : L'emploi informel en 1980. Ensemble de la Mauritanie

SECTEURS BRANCHES	POPULATION OCCUPEE ESTIMAT°1980	EMPLOI SECTEUR MODERNE	SECTEUR INFORMEL		ENTREPRISES FAMILIALES	MICRO-ENTR. (OU SALARIES PRECAIRES)
			ENSEMBLE	%		
Agriculture.élevage	257 530	143	(257 390)		(237 590)	(19 800)
Ind.extract.énergie	7 420	5 701	1 720	2,3	-	1 720
Ind.manufacturières	1 360	1 363	-	-	-	-
Artisanat	11 470	-	11 470	15,6	11 470	-
Bâtiment, TP	10 640	2 522	8 120	11,0	6 800	1 320
Commerce	40 130	1 616	38 510	52,4	43 000	-
Transport	6 210	1 716	4 490	6,1	-	-
Admin.banques	28 100	28 100	-	-	-	-
Services	9 720	493	9 230	12,6	9 230	-
Personnel domestique	20 500	-	-	-	-	(20 500)
Ensemble non.agric.	135 550*	41 511	73 540	100,0	70 500	3 040
Total général	393 080*	41 654	330 930		308 090	53 340

Source : Calculs de l'auteur à partir des tableaux 8 supra et I, III et V en annexes. On consultera dans l'annexe statistique la méthode précise des calculs et les hypothèses utilisées.

Note (*) En ligne, ces totaux incluent le personnel domestique.

Tableau 19 : L'emploi informel en 1988. Ensemble de la Mauritanie

SECTEURS BRANCHES	POPULATION OCCUPEE	EMPLOI SECTEUR MODERNE	SECTEUR INFORMEL		ENTREPRISES FAMILIALES	MICRO-ENTR. (OU SALAIRES PRECAIRES)
			ENSEMBLE	%		
Agriculture.élevage	229 770	2 604	(227 166)		(208 167)	(18 999)
Ind.extractives	6 512	4 569	1 943	1,4	557	1 386
Ind.manufacturières	6 856	2 292	4 564	3,2	4 249	315
Eau, Gaz, Electric.	1 433	960	473	0,3	263	210
Bâtiment, TP	14 259	430	13 829	9,8	5 019	8 810
Commerce	75 774	1 018	74 756	52,8	62 501	12 255
Transport	9 723	3 800	5 923	4,2	3 080	2 843
Banques,Assurances	1 515	1 515	-		-	-
Administration,serv.	77 608	37 509	40 099	28,3	37 037	3 062
Personnel domestique	16 922	-	-		-	(16 922)
Ensemble non agric.	210 602*	52 093	141 587	100,0	122 706	28 881
Total général	440 372*	54 697	368 783		320 873	64 802

Source : Calculs de l'auteur à partir des tableaux II et IV en annexes et de tableaux complémentaires du recensement de la population

Note(*) : en ligne, ces totaux incluent le personnel domestique.

Le personnel domestique est tiré du tableau complémentaire sur les professions
L'emploi dans le secteur moderne de l'Administration et des services est calculé par solde en retranchant de la population occupée d'une part l'emploi dans les entreprises familiales (issu du tableau complémentaire situations de la profession x branche d'activité), d'autre part l'emploi dans les micro-entreprises (censé représenter la même proportion de l'emploi informel qu'en 1980).

Tableau 20 : L'emploi informel à Nouakchott en 1980

SECTEURS BRANCHES	POPULATION OCCUPEE ESTIMAT°1980	EMPLOI SECTEUR MODERNE	SECTEUR INFORMEL			
			ENSEMBLE	%	ENTREPRISES FAMILIALES	MICRO-ENTR. (OU SALARIES PRECAIRES)
Agriculture.élevage	1 820	-	(1 820)		(1 480)	(340)
Ind.extract.énergie	1 070	550	520	2,5	125	395
Ind.manufacturières	420	420	-	-	-	-
Artisanat	2 840	-	2 840	13,5	2 840	-
Bâtiment, TP	5 110	450	4 660	22,2	2 540	2 120
Commerce	11 000	1 000	10 000	47,7	9 640	1 210
Transport	2 700	1 850	850	4,1	-	-
Administ.banques	12 600	12 600	-	-	-	-
Services	2 400	300	2 100	10,0	1 640	460
Personnel domestique	5 500	-	-	-	-	(5 500)
Ensemble non agric.	43 640(*)	17 170	20 970	100,0	16 785	4 185
Total général	45 460(*)	17 170	22 790		18 265	10 025

Source : ibid

Note(*) : en ligne, ces totaux incluent le personnel domestique.

Tableau 21 : L'emploi informel à Nouakchott en 1988

SECTEURS BRANCHES	POPULATION OCCUPEE	EMPLOI SECTEUR MODERNE	SECTEUR INFORMEL			
			ENSEMBLE	%	ENTREPRISES FAMILIALES	MICRO-ENTR. (OU SALARIES PRECAIRES)
Agriculture.élevage	3 899	266	(3 633)		(2 953)	(680)
Ind.extract.énergie	1 430	739	691	1,6	166	525
Ind.manufacturières	3 329	2 261	1 068	2,5	1 068	
Bâtiment et TP	4 692	411	4 281	10,0	2 331	1 950
Commerce	29 226	922	28 304	65,9	25 229	3 075
Transport	5 260	3 604	1 656	3,9	1 656	-
Banques, Assurances	1 078	21 656	6 952	16,5	4 117	2 835
Administ.Services	28 608					
Personnel domestique	9 000	-	-	-	-	(9 000)
Ensemble non agric.	82 623(*)	29 593	42 952	100,0	34 567	8 385
Total général	86 522(*)	29 859	46 585		37 520	18 065

Source : ibid

Note(*) : en ligne, ces totaux incluent le personnel domestique.

Les tableaux 22 et 25 suivants synthétisent l'information disponible ou élaborée dans les tableaux déjà présentés.

Tableau 22 : les grandes composantes de la population active et de l'emploi en 1980 et 1988 en Mauritanie et à Nouakchott.

MAURITANIE	EFFECTIFS		%	TAUX ANNUEL DE CROISSANCE		
	1980	1988		88	80 / 88	
Agric.Elevage	257 530	229 770	56,9	39,2	-1,45	
Secteur moderne	41 511	52 093	9,2	8,9	2,9	
Secteur informel	73 540	141 587	16,3	24,2	8,5	
Personnel domest.	20 500	16 922	4,5	2,9	-2,4	
Pop. occupée	393 080	440 372(*)	86,9	75,2	1,4	
Pop.sans travail	59 188	151 155	13,1	25,8	12,4	
Population active	452 268	585 809	100,0	100,0	3,3	
NOUAKCHOTT						
Agric.Elevage	1 820	3 899	2,8	3,1	10,0	
Secteur moderne	17 170	29 593	26,4	23,3	7,0	
Secteur informel	20 970	42 952	32,2	33,8	9,4	
Personnel domest.	5 500	9 000	8,4	7,1	6,3	
Pop. occupée	45 460	86 522(*)	69,8	68,1	8,4	
Pop.sans travail	19 690	42 085	30,2	33,1	10,0	
Population active	65 150	127 066	100,0	100,0	8,7	

Note(*) les tableaux publiés du recensement répartissent la population active par branche, et non la population occupée. Comme les chômeurs ayant déjà travaillé sont à peu près aussi nombreux que les non déterminés, nous avons travaillé directement sur la population active par branche d'activité. Il s'ensuit un léger écart au niveau de la population occupée.

On voit qu'à l'échelle de l'ensemble du pays, le secteur informel au sens strict du terme (hors secteur primaire et personnel domestique) a accru sa part dans la population active, passant de 16,3 à 24,2% en l'espace de 8 ans, soit un rythme de 8,5% par an, taux le plus élevé des composantes de la population active à l'exception du chômage dont le taux annuel de croissance a été de 12,4%

Aux fins de comparaison avec d'autres pays de la région, on trouvera ci-après (tableau 23) les diverses estimations du taux de l'emploi informel en fonction du mode de calcul

Tableau 23 : Taux d'emploi informel en Mauritanie selon le mode de calcul.

NUMERATEUR DENOMINATEUR	AVEC DOMESTIQUES 1980	1988	SANS DOMESTIQUES 1980	1988
en % pop.occupée	23,9	36,0	18,7	32,2
en % pop.occupée non agricole	69,4	75,3	54,3	67,2

Bien que le taux recommandé soit celui qui exclut le personnel domestique, c'est le taux qui l'inclut qui est généralement calculé et on trouvera au tableau 24 des éléments de comparaison avec les autres pays de l'Union du Maghreb Arabe et d'autres pays de la région :

Tableau 24 : Part de l'emploi informel dans la population occupée non agricole et niveau du PNB par tête.

	1976	77	80	82	85	86	88	89	PNB PAR TETE 1980	1989
Algérie		20			25				2 383	2 230
Tunisie			36					39	1 282	1 260
Maroc				57					879	880
Egypte	59								488	640
Mauritanie			69				75		438	500
Sénégal			40						486	650
Mali	75								241	270

Source : Calculs de l'auteur selon une méthodologie unique

Note : Les pays sont classés selon l'ordre décroissant du PNB par tête.

On constate qu'il existe une relation inverse entre la proportion de l'emploi informel et le niveau du PNB par tête. Par ailleurs, lorsque les données sont disponibles, il se vérifie que la part de l'emploi informel a eu tendance à s'accroître au cours de la dernière décennie.

C'est un schéma classique que l'on a observé dans un grand nombre de pays au cours de la décennie 80 : les performances du secteur informel, en terme de création d'emplois sont bien supérieures à celles du secteur moderne, mais ne parviennent pas à endiguer l'extension du chômage.

Ce schéma reste valable à l'échelle de Nouakchott, bien que moins accentué : le rythme des créations d'emploi dans le secteur informel y reste supérieur à celui que connaît le secteur moderne (9,4% par an contre 7%) et inférieur à la croissance du taux de chômage (10%). Mais, malgré un doublement de ses effectifs en 8 ans, le secteur informel de Nouakchott parvient tout juste à maintenir sa part dans la population active (un peu au dessus de 33%) et son taux de croissance est à peine supérieur à celui de la population active et même de la population occupée (alors qu'à l'échelle du pays, il est respectivement 2,3 et 5,5 fois supérieur à ces deux indices).

En proportion de la population occupée non agricole, le secteur informel de Nouakchott s'élève tout de même à 52,0% et même à 62,9 si l'on y inclut le personnel domestique. Il représente 29% de l'emploi informel au niveau national, en très faible augmentation par rapport à 1980 où il en représentait 28,5% .

Le tableau 25 ci-après présente l'évolution de l'emploi informel à travers ses principales branches d'activité. Il montre le double processus d'informalisation et de tertiarisation à l'oeuvre dans l'économie mauritanienne :

- informalisation puisque dans toutes les branches sauf le transport et les industries manufacturières, la part du secteur informel s'est accrue,

- tertiarisation, car la chute de la part des industries manufacturières traduit un passage vers le secteur tertiaire (commerce et services) qui absorbe de plus un grand nombre de nouveaux entrants sur le marché du travail : ce secteur a accru sa part dans le secteur informel de 71,1% en 1980 à 85,3% en 1988: mouvement encore plus accentué à Nouakchott où il est passé de 61,8 à 86,0% de l'emploi informel. Ce sont là des chiffres extrêmement élevés si on les compare à d'autres pays.

Tableau 25 : L'emploi informel par branche en 1980 et 1988 en Mauritanie et Nouakchott

MAURITANIE	EFFECTIFS		% BRANCHE		% SI		TAUX DE CROISSANCE ANNUEL
	1980	1988	80	88	80	/ 88	
Ind.manufact.	11 470	4 564	72,5	66,6	15,6	3,2	-12,2
Bâtiment	8 120	13 829	76,3	97,0	11,0	9,8	6,9
Commerce	38 510	74 756	96,0	98,7	52,4	52,8	8,6
Transport	4 490	5 923	72,3	60,9	6,1	4,2	3,5
Services(*)	9 230	40 099	95,0	98,0	12,6	28,3	20,2
Sect.infor(*)	73 540	141 587	54,3	63,2	100,0	100,0	8,5
NOUAKCHOTT							
Ind.manufact.	2 840	1 068	87,1	32,1	13,5	2,5	-13,0
Bâtiment	4 660	4 281	91,2	91,2	22,2	10,1	-1,1
Commerce	10 000	28 304	90,9	96,8	47,7	65,9	13,9
Transport	850	1 656	31,5	31,5	4,1	3,9	8,7
Services(*)	2 100	6 952	87,5	75,6	10,0	16,2	16,1
Sect.infor(*)	20 970	42 952	48,1	49,8	100,0	100,0	9,4

Note(*) Sans le personnel domestique (et sans l'administration pour le calcul du % par branche).

(**) y compris les industries extractives (correspondant sans doute à des activités liées aux matériaux de construction) et l'énergie (correspondant sans doute à la distribution privée de l'eau).

Les aspects culturels n'expliquent pas tout. Même si le Mauritanien a l'esprit du commerce profondément ancré par une civilisation et une économie forgées par l'échange entre les deux Afrique, au Sud et au Nord du Sahara, il convient d'expliquer pourquoi les activités manufacturières ont connu un si fort déclin au cours de la dernière décennie.

Le phénomène des castes et la volonté de sortir de ce système de la part des jeunes générations peut expliquer en partie cette évolution. Dans d'autres pays, au Sénégal par exemple, des enquêtes sur les itinéraires professionnels semblent attester de tels comportements.

La politique douanière qui a été relativement favorable à l'importation des biens de consommation sans faciliter pour autant l'importation des matières premières ou consommations intermédiaires, peut également expliquer le phénomène. Aujourd'hui la plus réduite de la région avec un taux moyen de 30%, la fiscalité douanière était certes plus élevée jusqu'à ce que les Programmes d'Ajustement Structurel ne viennent en proposer l'abaissement. Mais elle avait fait l'objet d'assouplissements depuis 1986, en particulier pour les importateurs occasionnels. En tout état de cause, il est certain que la stratégie de substitution aux importations n'a pas été poursuivie au delà de 1985. Il n'est donc pas exclu qu'un environnement institutionnel défavorable ait été l'une des causes de l'évolution observée.

Mais l'année 1989 a été une date charnière dans l'histoire politique et économique de la Mauritanie, et il est intéressant de voir s'il existe des indices d'un renversement des tendances observées au cours de la dernière décennie. Si l'on met en parallèle les diverses sources de l'emploi manufacturier informel à Nouakchott, on constate une reprise sur la période récente :

1980 : 2 840	(source : tableau 20 supra)
1985 : 3 137	(source : RACAI tableau 15 supra)
1988 : 1 068	(source : tableau 21 supra)
1991 : 4 837	(source : ONS.RE, tableau 15 supra)

C'est donc au tournant de la libéralisation que la chute s'est produite. La reprise importante constatée en 1991 correspond presque exactement au prolongement de la tendance antérieure. Cela signifierait-il que la politique de réinsertion des rapatriés, qui imprègne toutes les actions en faveur de la micro-entreprise, aurait réussi le pari de transformer des commerçants en producteurs?

Pour tenter d'éclairer le débat, on peut s'efforcer d'en trouver une confirmation en comparant les estimations de l'emploi informel par grand secteur d'activité en 1980, 85, 88 et 91, ce qui implique que les recensements d'établissements de 1985 et 1991 soient redressés en utilisant les résultats de la seule enquête qui ait tenté de dénombrer les commerçants ambulants et étalagistes et les activités exercées dans les kébas. En appliquant ces mêmes proportions aux résultats de 1985 et 1991, et en faisant l'hypothèse qu'il n'y a qu'un seul emploi attaché à chacune de ces activités, on obtient le tableau suivant :

Tableau 26 : L'emploi informel par grand secteur d'activité à Nouakchott en 1980, 1985, 1988 et 1991

SECTEURS	ANNEES 1980	85	88	91	TAUX DE CROISSANCE			
					80/85	85/88	88/91	85/91
Indust.manuf.	2 840	3 405	1 068	5 054	3,7	-47,2	67,9	6,8
Commerce	10 000	23 674	28 304	32 479	18,8	6,1	4,7	5,4
Services	2 100	2 932	5 130	7 922	6,9	20,5	15,6	18,0
Total(*)	14 940	29 811	34 502	45 455	14,8	5,0	9,6	7,3

(*) Sans les industries extractives, ni le bâtiment, ni les transports.

Il apparaît qu'à Nouakchott, les petites activités artisanales du secteur informel manufacturier ont créé, au cours de la dernière période 1988 - 91 presque autant d'emplois que le commerce (4000 contre 4150, et 2800 pour les services). Sur plus longue période (1985 - 91), le commerce reprend l'avantage (+ 8800 créations) et les services s'avèrent être le secteur de croissance la plus rapide (18%, soit 5 000 emplois créés en 6 ans).

Globalement, si l'on maintient en 1991 les emplois du bâtiment et des transports à leur niveau de 1988, le secteur informel de Nouakchott serait passé de 42 952 personnes en 1988 à 51 500 en 1991, soit un taux annuel de croissance de 6,2%, nettement inférieur à son rythme antérieur (9,4%), mais tout de même très élevé.

Il semble donc bien se confirmer que cette nouvelle décennie, avec les difficultés qui auront marqué ses débuts, se signale par un renversement des tendances antérieures, une reprise des activités productives et un très fort dynamisme de services.

*

*

*

Mais cette extension du secteur informel, cette informalisation de l'économie, ne se traduit-elle pas par une Baisse corrélative des revenus moyens tirés de ces activités? Mis à part les résultats peu représentatifs et déjà très anciens de l'enquête du BIT en 1977, aucune information sur les revenus des activités informelles n'est actuellement disponible et il faudra attendre les résultats de l'enquête de l'ONS, en cours de réalisation, pour y voir plus clair.

En dépit de cette méconnaissance, le comptable national doit cependant procéder à des estimations de la contribution de ce secteur au PIB. Ces méthodes d'estimation et leurs résultats vont maintenant être passés en revue et confrontés aux estimations de l'emploi qui viennent d'être présentées.

IV. LA CONTRIBUTION DU SECTEUR INFORMEL A LA PRODUCTION NATIONALE

Le secteur informel est traditionnellement et, pourrait-on dire, obligatoirement estimé de façon indirecte, en l'absence de données d'enquêtes sur les résultats des activités de petite taille. Les méthodes d'estimation indirecte se fondent généralement sur le principe des équilibres emplois-ressources par produits; ne connaissant pas la production des petites activités, on essaye d'évaluer les consommations des ménages ou des grandes unités économiques. Lorsqu'il s'agit d'un produit de consommation finale (la poterie par exemple), la méthode consiste, en l'absence d'enquête budget - consommation, à faire une hypothèse sur le stock par ménage, sur la durée de vie de l'objet, et connaissant le nombre de ménages et le prix unitaire de l'objet, on en déduit le chiffre d'affaires à partir duquel on établit tous les autres éléments des comptes par application de coefficients techniques de pays voisins ou des activités modernes correspondantes. Lorsqu'il s'agit d'un produit de consommation intermédiaire (comme la farine ou le ciment) dont la production ou/et l'importation est bien connue, on en retranche les consommations intermédiaires du secteur moderne et on reconstitue les comptes à partir du solde supposé être la consommation intermédiaire du secteur informel.

Les calculs étant faits pour une année de base, on reconduit généralement les estimations d'une année sur l'autre en faisant évoluer le secteur en proportion constante avec la branche d'activité correspondante, ou encore en conjonction avec la population ou l'importation d'un produit déterminé, etc...

Au bout de quelques années, la démarche devient automatique et l'on en vient souvent à oublier les hypothèses de départ surtout lorsqu'aucune trace n'en a été conservée. De ce fait, la part du secteur informel dans le PIB va déclinant, ce qui va à l'encontre de l'observation courante qui ne peut que remarquer le développement de ces activités (pour plus de détails sur les méthodes indirectes, cf. CHARMES (1990) : Trente cinq ans de comptabilité nationale du secteur informel au Burkina Faso. Projet PNUD, Planification, Ouagadougou).

Pour ce qui est de la Mauritanie, on n'est pas loin du cas de figure qui vient d'être décrit.

Nous décrirons tout d'abord les méthodes utilisées aujourd'hui par les comptables nationaux en essayant de remonter jusqu'à leur origine et leur justification, puis nous présenterons les résultats des estimations réalisées par l'ONS, avant de mettre ces résultats en parallèle avec la population occupée correspondante, telle qu'elle a été précédemment estimée (cf. section III supra).

1. Les méthodes d'estimation indirecte utilisées par les comptables nationaux :

Si l'on se réfère au tableau 27 ci-après, élaboré par le Département des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale de l'ONS, on constate que la contribution du secteur informel est estimée dans toutes les branches sauf :

- le secteur primaire (ici appelé rural), ce qui correspond à la définition qui a été adoptée dans ce rapport,
- l'industrie de la pêche, puisque la pêche artisanale est rattachée au secteur primaire,
- l'administration publique, ce qui est logique,
- les industries extractives, ce qui peut être critiqué puisque nous avons vu que cette branche comportait un certain nombre d'activités informelles, pouvant être rattachées à l'industrie des matériaux de construction (extraction des coquillages par exemple).

Comment est calculée, pour une année donnée, la valeur ajoutée du secteur informel, c'est-à-dire sa contribution au PIB?

Selon les branches, le comptable national se contente :

-soit de faire évoluer l'estimation correspondante de l'année antérieure au même rythme que le secteur moderne de la branche (autres industries manufacturières, artisanat : + 15,9% entre 1988 et 1989), ou au même rythme que le commerce (transport routier, autres services : +12,5%),

-soit de majorer l'évaluation directe du secteur moderne : (Bâtiment, TP: + 25%; commerce : + 33%) , ce qui revient à considérer que le secteur informel représente le 1/5 de la valeur ajoutée du bâtiment et le quart de la valeur ajoutée du commerce.

Dans tous les cas, cela renvoie aux méthodes d'estimation telles qu'elles ont été élaborées et justifiées à l'origine, puisqu'on se contente de les prolonger (par les tendances d'évolution) ou de les reproduire. Ces méthodes ont été décrites dans trois notes internes : un rapport de mission de Jean Stoupy datant de 1984, une note méthodologique pour l'estimation du PIB en Mauritanie de Novembre 1985, et une note méthodologique pour les agrégats 1986.

Pour ce qui est de l'artisanat, Stoupy en avait estimé la production à 258 millions UM, correspondant à une valeur ajoutée de 194 millions UM en 1983. La production était répartie entre:

- fabrication de nattes	159 millions
- fabrication de tapis	7 "
- objets en cuir	50 "
- forgerons	20 "
- menuisiers - ébénistes	10 "
- bijoutiers	5 "

La méthode et les hypothèses étaient seulement précisées pour la fabrication des nattes : 2 nattes à 2000 UM, d'une durée de vie de 5 ans, par ménage sédentaire. On peut supposer que ce sont des hypothèses semblables qui ont été utilisées pour les autres produits. L'auteur précise en outre qu'il n'a pu estimer la production des tailleurs, faute de données. Comme il est dit, dans la méthodologie des agrégats de 1986, que l'on se contente de reprendre le chiffre de 1985, soit 106 millions, il n'est pas clair de savoir si l'estimation de 1983 n'a pas été retenue (auquel cas le chiffre de valeur ajoutée de l'artisanat serait issu d'un "dire d'expert" dont on aurait perdu la trace) ou si l'estimation de 1983 a évolué en baisse, ce qui correspondrait à la tendance observée entre les deux recensements de 1977 et 1988, mais cette tendance ne pouvait être connue à l'époque.

Une autre branche distinguée par la méthodologie de 1983 était l'artisanat et l'industrie alimentaires qui est censée constituer, dans les comptes présentés au tableau 27, la partie informelle des autres industries manufacturières. Le secteur informel était constitué par :

- les boucheries (valeur ajoutée 308 millions UM)
- la meunerie (118,8 millions d'UM)
- la rizerie et le décorticage (23,1 millions d'UM)
- les boulangeries (202 millions d'UM),

(ainsi que deux entreprises de pâtes alimentaires et de boissons gazeuses pour une valeur ajoutée de 69,2 millions d'UM), soit au total 712,4 millions d'UM.

Dans tous les cas autres que les entreprises pour lesquelles on peut disposer d'éléments comptables, la production et la valeur ajoutée ont été estimées à partir des ressources : nombre de bêtes abattues, importations de céréales (dont les 2/3 seraient traitées par les meuniers), production de paddy, importations de farine dont on a défalqué la consommation finale des ménages (hypothèse) et les consommations intermédiaires des entreprises modernes; dans ce dernier cas, le coefficient technique de 117 Kg de pain pour 100 Kg de farine, est une constante tirée d'enquêtes réalisées dans d'autres pays.

Par ailleurs, d'autres entreprises modernes exerçant leur activités dans d'autres branches manufacturières, produisaient une valeur ajoutée de plus de 700 millions d'UM. C'est ainsi que l'on obtient le chiffre de 1 400 millions d'UM pour la valeur ajoutée de la branche "Autres industries manufacturières" dans les comptes de 1983, publiés par l'ONS (cf. Agrégats de la Comptabilité Nationale et Indicateurs socio-économiques, 1989). De ce montant, le secteur informel représentait donc 50% en 1983; les hypothèses qui vont amener ce secteur à ne plus représenter que 15,6% de cette branche en 1989 ne sont pas connues. C'est pourquoi, afin de reconstituer la série 1983 - 90 des contributions du secteur informel au PIB (cf. tableau 27), nous avons simplement fait décroître cette part de 50 à 15,6%, d'année en année.

En ce qui concerne le bâtiment, le secteur informel représenterait 25% de la valeur ajoutée du secteur moderne, laquelle est calculée à partir des ressources : budget consolidé d'investissement, budget de l'Etat et crédits accordés par les banques aux particuliers (à la hauteur de 85% en 1986). L'habitat traditionnel n'a pas fait l'objet d'estimations.

Dans le secteur des transports, on semble considérer que tout le transport terrestre est informel : on estime donc le parc des taxis urbains et inter-urbains et des camions à partir des sources administratives (fichier des contributions diverses : vignettes, ou comptages routiers) et on leur applique des hypothèses de valeur ajoutée. Par exemple, Stoupy avait estimé à 285 000 UM par an la valeur ajoutée d'un taxi urbain (115 000 de salaire et 170 000 de revenu brut de l'entrepreneur), à 400 000 celle d'un taxi inter-urbain et à 500 000 celle d'un camion. La méthodologie de 1985 avait revu en baisse ces hypothèses : respectivement 236 000 (96 000 de salaire et 140 000 de revenu brut), 336 000 et 500 000 UM, et c'est sur ces bases que l'estimation de 1983 a été réalisée.

L'estimation de la valeur ajoutée du commerce implique que soient calculées les marges commerciales et en 1983-84, Stoupy a fait le calcul produit par produit pour les produits primaires et sur des groupes de produits pour les produits importés. Pour ce qui est des marges, il note que certains produits se caractérisent par des marges supplémentaires liées au "super-détail" (autre dénomination du secteur informel commercial!) : c'est le cas du lait en boîte, en poudre, du thé, du sucre, des conserves, soda, etc... Selon ses estimations, 20 à 30% de la consommation passerait par ce circuit avec des marges supplémentaires de 10 à 30% (ventes de 488,5 millions d'UM sur un total de 9 533). La valeur ajoutée à laquelle il aboutit s'élève à 5 720 millions d'UM.

Cependant la méthodologie de 1985 suggère de se fonder sur les documents comptables des entreprises détenus à la Direction des Impôts et exploités en faisant l'hypothèse que le chiffre d'affaires déclaré est minoré de 20% . La méthode de calcul produit par produit n'est recommandée que pour ceux d'entre eux qui sont contrôlés. Comme il paraît difficile d'utiliser les deux méthodes en même temps, on peut supposer que c'est l'exploitation des documents comptables qui a été mise en oeuvre : elle aboutit à une valeur ajoutée de 4 708 millions d'UM en 1983, y compris les hôtels-restaurants. Le secteur informel représenterait 33% de la valeur ajoutée ainsi calculée. Cependant cette proportion n'est pas citée dans les documents méthodologiques : seulement est-il fait référence à un coefficient de 20% qui représentent la part du secteur informel dans l'hôtellerie-restauration.

Quant au secteur des "Autres services", seule la méthodologie de 1985 y fait référence pour conseiller de se référer aux données de la Direction des Impôts et pour suggérer de procéder à des enquêtes sur ce secteur. On ne trouve nulle part la méthode d'estimation du secteur informel dans cette branche, qui vient probablement des séries antérieures et dont aucune trace n'a été conservée. La rétropolation selon la méthode de calcul actuelle aboutit à des proportions oscillant entre 45 et 61% de l'ensemble de la branche.

On voit donc que les comptes nationaux actuels sont élaborés sur des bases déjà anciennes et devenues floues, si même elles ne l'étaient pas dès l'origine. La disponibilité de sources récentes et les collectes en cours sur le secteur informel devraient permettre de rénover d'urgence un système qui ne répond plus aux besoins d'une gestion de l'économie à court terme.

2. Le secteur informel dans les comptes nationaux de 1989

Hormis l'artisanat qui apparaît dans les comptes en tant que secteur propre, les estimations de la contribution du secteur informel à la valeur ajoutée des autres secteurs ne font pas l'objet d'une présentation séparée du secteur moderne. Ce n'est que pour l'année 1989 que les comptables nationaux, pour les besoins de la planification, sont revenus à leur méthodologie de base pour élaborer le tableau 27 suivant qui fait ressortir la part du secteur informel à quelque 10% (10,22% exactement) du PIB aux prix du marché, à prix courant, 13,15% du PIB des branches d'activités marchandes (hors administration publique), 20,91% des branches marchandes non agricoles, ou encore 27,4% des branches d'activité marchandes non agricoles et non minières (c'est-à-dire des branches où l'on trouve des activités informelles). A titre de comparaison, on peut noter que l'étude de Brun (1992) évalue à 60% la part du secteur privé dans le PIB mauritanien en 1989 (cette évaluation tient compte des participations privées au capital des entreprises publiques); si l'on déduit de cette estimation la part du secteur rural considéré comme entièrement privé, la proportion précédente n'est plus que de 41,7%. Compte tenu de l'estimation de la part du secteur informel, le secteur privé moderne non agricole contribuerait donc à 31,5% du PIB au coût des facteurs en 1989.

	PIB			SECTEUR INFORMEL		
	1989	%	VALEUR AJOUTEE	%BRANCHE	%INFOR.	
1.SECTEUR RURAL	23 509	28,84	-	-	-	
1.1 agriculture	4 494	5,51	-	-	-	
1.2 élevage	17 971	22,05	-	-	-	
1.3 pêche artisanale	913	1,12	-	-	-	
1.4 sylv.+exploitation forestière	131	0,16	-	-	-	
2.INDUSTRIE EXTRACTIVE	9 474	11,62	0	0,00	0,00	
3.INDUST.MANUFACTURIERES	8 527	10,46	606	7,1	7,3	
3.1 industrie de la pêche	5 381	6,60	0	0,00	0,00	
3.2 autres ind.manufact.	3 010	3,69	470	15,6	5,6	
3.3 artisanat	136	0,17	136	100,0	1,6	
4.BATIMENT TRAVAUX PUBL.	3 872	4,75	774	20,0	9,3	
5.TRANSPORT ET COMMUNICAT.	3 711	4,55	1 837	49,5	22,1	
6.COMMERCE,RESTAURANTS, HOTELS	9 649	11,84	2 412	25,0	29,0	
7.AUTRES SERVICES	4 593	5,63	2 698	58,7	32,4	
8.TOTAL BRANCHES ACTIVITES MARCHANDES	63 335	77,70	8 327	13,15	100,00	
9.BRANCHES NON MARCHANDES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	10 331	12,67	0	0,00	0,00	
10.PIB AU COUT DES FACTEURS	73 666	90,37	8 327	11,30	100,00	
11.IMPOTS INDIRECTS NETS DE SUBVENTIONS	7 851	9,63	0	0,00	0,00	
12.PIB AUX PRIX DU MARCHÉ	81 517	100,00	8 327	10,22	100,00	

Source : ONS. Département des Statistiques Economiques et des Comptes Nationaux

Ce sont les services qui constituent la plus grande part de la valeur ajoutée du secteur informel (près du tiers : 32,4%) suivis du commerce (29%), des transports (22,1%) puis du bâtiment (9,3%), des industries manufacturières (5,6%) et enfin de l'artisanat (1,6%). C'est également dans les services que le secteur informel représente la plus forte proportion de la valeur ajoutée de la branche (58,7%) et dans les transports (49,5%).

Que plus du quart de la valeur ajoutée des branches marchandes en dehors de l'agriculture et des mines soit généré par le secteur informel, cela montre que la contribution de ce secteur n'est pas négligeable. Que plus de la moitié de la valeur ajoutée des services marchands et des transports et le quart de celle du commerce proviennent des activités informelles, cela confirme la contribution essentielle de ces activités au secteur tertiaire et cela explique également la tertiarisation de l'économie mauritanienne. En un sens, de telles structures semblent confirmer les données issues des statistiques de population active. Toutefois, on peut se demander dans quelle mesure ce ne sont pas les méthodes d'estimation, ténues et approximatives, qui expliquent de telles structures, n'étant ainsi que le reflet des hypothèses du Comptable National. On peut aussi se demander si de telles hypothèses ne reviennent pas à sous-estimer la contribution réelle du secteur informel à la formation du PIB.

Afin de tester la robustesse de ces hypothèses, nous allons tout d'abord rétropoler la structure du PIB informel jusqu'en 1983, année de base de l'actuelle série des comptes, puis nous la confronterons aux estimations de l'emploi informel auxquelles nous sommes parvenus dans la section III précédente.

3. Evolution de la part estimée du secteur informel dans le PIB sur la période de 1983 - 90.

Afin de savoir quelle est la valeur ajoutée par les diverses branches du secteur informel au cours des années 83-90 (actuelle série des comptes nationaux dont l'année de base est 1983), nous avons utilisé les hypothèses d'évolution ou de structure exposées au paragraphe 1 de cette section pour rétropoler les chiffres calculés en 1989, sauf pour l'artisanat dont la valeur ajoutée apparaît distinctement chaque année. Le tableau 28 ci-dessous récapitule les résultats de ces calculs.

Tableau 28 : valeur ajoutée des diverses branches du secteur informel au cours des années 1983-1990 (prix du marché, prix courants en Millions d'UM)

ANNEES	1983		84	85	86	87	88	89		90
BRANCHES		%							%	
Autres industries manufacturières	700	14,5	672	574	556	523	494	470	5,6	520
Artisanat	97	2,0	106	106	106	110	117	136	1,6	150
Bâtiment	635	13,2	701	733	731	763	819	774	9,3	914
Transport	896	18,6	1 254	1 310	1 348	1 498	1 633	1 837	22,1	2 023
Commerce	1 177	24,4	1 647	1 720	1 770	1 967	2 144	2 412	29,0	2 656
Autres services	1 316	27,3	1 842	1 924	1 980	2 200	2 398	2 698	32,4	2 971
Total	4 821	100,0	6 222	6 367	6 491	7 061	7 605	8 327	100,0	9 234
% PIB	10,7		13,5	12,1	10,9	10,5	10,5	10,2		11,2

Source : Calculs de l'auteur sur la base des hypothèses des comptes nationaux

On constate que la part du secteur informel dans le PIB a varié entre 10 et 13% au cours des 8 années examinées (d'un maximum de 13,5% en 1984 à un minimum de 10,2% en 1989, très exactement). En fait, la très forte augmentation enregistrée en 1984 dans le commerce se répercute du fait des hypothèses de croissance sectorielle sur diverses autres branches : services et transports. Or, cette augmentation du commerce provient, du fait de la méthode de calcul, de l'enregistrement de quelques (nouvelles) grandes entreprises du secteur. Mais elle correspond aussi, semble-t-il, à une réalité qui a été mise en évidence au tableau 14 supra où il apparaît qu'entre 1980 et 1985, le secteur commercial de Nouakchott a connu une croissance extrêmement forte et rapide en terme de nombre d'établissements (+ 18,5% par an): ainsi les hypothèses du comptable national correspondent-elles aussi, dans ce cas précis, à des données d'observation.

Entre 1983 et 1989, la part du commerce dans le secteur informel va passer de 24,4% à 29,0%, celle des services de 27,3 à 32,4% et celle des transports de 18,6 à 22,1%, au détriment du bâtiment qui passe de 13,2 à 9,3% et des industries manufacturières qui tombent de 14,5 à 5,6% .

En l'absence de variations significatives du secteur commercial moderne (son taux de croissance en terme de population occupée va se maintenir sur longue période, en dessous du taux moyen de l'ensemble des activités non agricoles) , la part du secteur informel va progressivement se réduire en 1984 et 1989 jusqu'à ce que de nouvelles hypothèses viennent en redresser la tendance en 1990.

On voit donc que le traitement du secteur informel par le comptable national, traitement résiduel et procyclique (en ce sens qu'il en fait évoluer l'estimation dans le même sens que la partie moderne de la branche correspondante) a pour effet d'induire un amenuisement progressif de ce secteur dans le PIB: outre le fait que des hypothèses d'évolution contracyclique auraient pu être faites (par exemple l'artisanat a nettement regressé entre 1977 et 1988, alors que les industries manufacturières se développaient, comme il a été montré aux tableaux 8 et 11 supra), on remarquera qu'il ya quelque contradiction à ce que la part du secteur informel n'en finisse pas de régresser alors que sa présence physique, visible en milieu urbain, indique tout le contraire.

Mais précisément, ne peut-il y avoir simultanément dans un système aux ressources limitées, accroissement de la population occupée dans le secteur informel et, sinon diminution globale du revenu à répartir entre tous ses membres, du moins diminution du revenu par tête distribué?. Un processus involutif en quelque sorte. Nul ne peut l'affirmer avec précision puisque c'est le comptable national qui détermine, de façon quelque peu arbitraire il faut le dire, le montant du PIB attribué au secteur informel. La confrontation des statistiques de production et d'emploi peut cependant nous aider à nous forger une opinion sur cette question.

4. Emploi et production du secteur informel en 1984 et 1988

Disposant de données sur l'emploi et la valeur ajoutée du secteur informel en 1988, il est possible de dresser le tableau 29 ci-après. En outre, la connaissance des taux de croissance de l'emploi informel par branche d'activité permet de reconstituer les structures de l'emploi en 1984, année où le secteur informel a culminé en proportion du PIB.

Plusieurs enseignements peuvent être tirés de ce tableau qui soulève en outre un certain nombre de questions. La valeur ajoutée par emploi étant prise comme indice de la productivité du travail, la comparaison de ces indices, calculés pour le seul secteur informel et pour l'ensemble de la branche, donne une idée des écarts de productivité entre secteur informel et secteur moderne. Le calcul de l'indice sur une base mensuelle permet en outre d'effectuer des comparaisons avec les niveaux de salaires.

Dans trois branches sur cinq (Industries manufacturières, bâtiment et commerce), la productivité du travail dans le secteur informel n'est qu'à peine supérieure au quart de celle de l'ensemble et parfois même inférieure (bâtiment), ce qui est le reflet des hypothèses d'estimation. Le chiffre très élevé de la branche "industries manufacturières" en 1988 étant dû aux progrès considérables du secteur de la pêche industrielle qui fausse la comparaison.

Dans la branche "transport", l'écart est beaucoup plus faible : la productivité du secteur informel était de 60% en 1984 et de 83% en 1988 de la productivité globale, ce qui est dû à la proximité des niveaux technologiques.

Quant au secteur des services, il fait exception puisque la productivité du secteur informel y était, en 1984, apparemment supérieure à la productivité globale de la branche en raison de l'inclusion du personnel domestique dans le total (dont on n'est pas sûr d'ailleurs que les salaires aient été comptabilisés dans le calcul du PIB).

Le tableau 29 fait également apparaître une hiérarchie des activités en fonction de leur productivité décroissante, allant des transports et des industries manufacturières au bâtiment, aux services, puis au commerce. Hiérarchie qui traduit bien les hypothèses sous-jacentes aux estimations : le commerce, pléthorique, est assimilé à une activité de survie; en 1984 la valeur ajoutée par emploi y était inférieure à celle du secteur de l'agriculture et de l'élevage (2 554 contre 2 955 UM) et elle a baissé en 1988 alors que celle du secteur rural augmentait fortement; le bâtiment, qui emploie une main d'oeuvre temporaire non qualifiée, se voit également affecter un très faible indice de productivité. Ce n'est guère que pour les industries manufacturières et les transports, et dans une moindre mesure les services (mais ceux-ci ont fortement diminué en 1988) que la valeur ajoutée par emploi est supérieure au salaire minimum légal.

Tableau 29: valeur ajoutée, emploi et productivité dans les diverses branches du secteur informel en 1984 et 88

BRANCHES	1984				VA/TETE/MOIS	
	VA		Emploi	%	EN UM	
	(en 1000 UM)	%			SI	ENS
Autres ind.manufact.	672	12,5	7 233	7,2	8 964	35 774(*)
Artisanat	106					
Bâtiment	701	11,3	10 590	10,6	5 516	23 779
Transport	1 254	20,2	5 167	5,2	20 225	34 235
Commerce, hôtel, restaurant	1 647	26,5	53 744	53,6	2 554	9 967
Autres services	1 842	29,6	19 209	19,2	7 991	6 070
Total des branches	6 222	100,0	100 206	100,0	5 174	7 594
Secteur rural	8 630		243 389		-	2 955
Industries extract.	5 426		7 671		-	58 945
Administration	7 400		31 210		-	19 759
PIB au prix du marché	46 127		410 556		5 528	9 363
BRANCHES	1988				VA/TETE/MOIS	
	VA		Emploi	%	EN UM	
	(en 1000 UM)	%			SI	ENS
Autres ind.manufact.	494	8,0	4 564	3,3	11 156	103 109(*)
Artisanat	117					
Bâtiment	819	10,8	13 829	10,0	4 935	23 920
Transport	1 633	21,5	5 923	4,3	22 975	28 643
Commerce, hôtel, restaurant	2 144	28,2	74 456	53,6	2 390	9 433
Autres services	2 398	31,5	40 099	28,9	4 983	5 786
Total des branches	7 605	100,0	138 871	100,0	4 564	26 597
Secteur rural	21 082		229 770		-	7 646
Ind.extractives	4 981		7 945		-	52 245
Administration	10 037		40 000		-	20 910
PIB au prix du marché	72 635		440 372		4 853	13 745

Sources : calculs de l'auteur à partir des tableaux précédents
Note (*) y compris la pêche industrielle

Globalement même, la productivité du secteur informel est assez proche du SMIG : celui-ci, qui était fixé à 4 312 UM en 1984, est passé à 5 312 UM en 1985 et il est resté à ce niveau jusqu'en 1992; pour la période examinée, on peut donc le considérer comme étant égal à 5 312 UM. La valeur ajoutée par emploi dans le secteur informel était donc à peine inférieure à la valeur du SMIG en 1984 et elle lui est devenue inférieure en 1988, n'en représentant plus que 85,9% .

Bien que cette hypothèse ne soit pas explicite dans les calculs de comptabilité nationale, cela revient à assimiler les emplois informels à des emplois de stricte subsistance et même de survie. Il reviendra à l'enquête en cours de dire ce qu'il en est. Mais d'ores et déjà, il est clair qu'il ya sous estimation de la contribution du secteur informel au PIB, car même si une fraction importante de ses membres se situe à un niveau très faible de productivité et donc de revenu (la différence entre la valeur ajoutée et le revenu étant constituée par les salaires et les impôts indirects, quasi-inexistants dans le secteur informel), cette hypothèse ne peut être étendue à l'ensemble de l'emploi informel.

Par ailleurs, que le gonflement de l'emploi dans le secteur informel se soit traduit par une diminution des revenus moyens qui en sont retirés est une hypothèse plausible. Lorsqu'on sait que la population occupée s'est accrue au rythme de 1,4% par an, et l'emploi informel au rythme de 8,5% par an au cours de la période, on mesure la chute de productivité dans le secteur informel que représente le corps d'hypothèses du comptable national: en fait, entre 1984 et 1988, pendant que la valeur ajoutée globale par emploi augmentait de 10% par an, celle du secteur informel diminuait annuellement de 3,1%. A titre indicatif, notons que le PNB par tête est passé de 438 US \$ à 500 US \$ entre 1980 et 1989.

C'est dire l'extrême importance que revêt l'enquête sur le secteur informel urbain, actuellement en cours de réalisation par l'ONS, qui pour la première fois en Mauritanie, donnera des informations sur les niveaux de productivité et de revenu dans les diverses branches du secteur informel, y compris les transports et la construction.

V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Le secteur informel, défini (selon le projet de norme internationale proposé par le Bureau International de Travail) comme l'ensemble des personnes employées dans les unités économiques non enregistrées en tant que sociétés ou ne tenant pas de comptabilité complète à l'usage des services fiscaux ou de comptabilité nationale, est constitué par des entreprises familiales n'employant pas de salariés réguliers et par des micro-entreprises qui emploient de tels salariés en dessous d'un certain seuil de taille.

En l'absence d'enquête nationale spécifique, ce secteur peut être estimé par des méthodes indirectes et notamment par l'analyse comparative des sources exhaustives que constituent les recensements de population et des sources de l'enregistrement que constituent les enquêtes sur les entreprises modernes et/ou les statistiques administratives.

Selon cette définition et selon la méthode comparative, le secteur informel employait plus de 141 000 personnes représentant plus de 67% de l'emploi non agricole en 1988 contribuant pour plus de 10% du PIB. En 1980, ce secteur représentait plus de 54% de l'emploi non agricole, et en 1984 son poids dans le PIB était proche de 14% .

Aux fins de comparaison avec les autres pays de la région (Algérie : 25% en 1985; Tunisie : 39% en 1989; Maroc : 57% en 1982), il est cependant nécessaire d'inclure le personnel domestique et, sous cette définition, le secteur informel mauritanien est passé d'une proportion de 69% de l'emploi non agricole en 1980 à une proportion de 75% en 1988.

Globalement, au cours de la dernière décennie, l'emploi informel a été la composante de la population active occupée qui a connu la croissance la plus rapide (8,5% par an), le secteur primaire ayant régressé au rythme de 1,45% par an et le secteur moderne n'ayant enregistré qu'une croissance plus limitée (+2,9% par an), mais cette performance est cependant restée inférieure à l'accélération continue de la croissance du taux de chômage (+12,4% par an) en milieu urbain (31,6%) et à Nouakchott (33,1%).

A Nouakchott même, qui concentre 21,1% de la population, 19,6% des emplois et 27,8% des chômeurs, et 53,6% des emplois du secteur moderne, le secteur informel représentait en 1988 plus de 49,6% des emplois et son taux annuel de croissance restait supérieur à celui du secteur moderne (9,4% contre 7,0%).

On comprend dès lors que les pouvoirs publics se préoccupent d'un secteur qui joue un rôle si important dans la création d'emplois et que, paradoxalement, ils veuillent intervenir pour lui venir en appui, alors même que celui-ci s'est développé en dehors de toute incitation et même parfois malgré des réglementations défavorables. Nous examinerons ces questions dans un rapport intitulé : "Le cadre institutionnel comme contrainte, incitation ou régulateur du développement. Programmes d'appui au secteur informel et perspectives de politiques appropriées dans un contexte d'ajustement et de changement en Mauritanie".

Cependant, au delà de cet apport global et important à la création d'emplois, la croissance du secteur informel et son évolution différentielle par branche d'activité, telles qu'on peut les observer jusqu'en 1988, soulèvent certaines questions et peuvent susciter des inquiétudes. En effet, de 1977 à 1988, l'artisanat manufacturier a connu une forte diminution de ses effectifs qui sont passés de près de 14 000 à moins de 5 000 en 11 ans (-12,2% par an), alors que dans le même temps les effectifs employés dans le commerce faisaient plus que doubler (+8,6% par an) et que ceux employés dans les services informels quadruplaient (20,2% par an).

En 1988, l'emploi informel manufacturier ne représentait ainsi qu'un peu plus de 3% de l'emploi informel total, alors que le commerce et les services en représentaient respectivement plus de 52% et plus de 28% .

Au delà de la rupture que constituent les événements de 1989 avec l'expulsion des Sénégalais et le retour des rapatriés, on ne peut faire d'hypothèses sur les restructurations en cours qu'à partir de données plus parcellaires relatives à Nouakchott (et subsidiairement Nouadhibou et Kaédi). Ces données, issues du recensement des établissements de l'ONS et comparées à celles du précédent recensement de 1985, montrent que c'est au tournant de la libéralisation de l'économie en 1986, que l'artisanat manufacturier semble avoir été touché de plein fouet. Elles montrent également le choc provoqué par les événements de 1989 semble avoir eu des conséquences insoupçonnées puisque la chute de l'artisanat manufacturier a été stoppée et la tendance à l'augmentation de ces activités, observée au début de la décennie, a été rattrapée; par ailleurs une augmentation notable du nombre d'emplois par établissement, et semble-t-il du nombre de salariés, a pu être observée.

On peut donc penser que les mesures de réinsertion ont ainsi fait preuve de plus d'efficacité qu'il n'y paraît à la lecture des bilans des actions entreprises, mais surtout l'impérieuse nécessité de la réinsertion spontanée des rapatriés dans le secteur informel semble avoir abouti à un ré-équilibre sectoriel de ces activités. Ce ré-équilibre au profit d'activités productives est cependant fragile puisque les qualifications dispensées et acquises à cette occasion ne sont pas encore bien enracinées ni suffisamment affermies et ne diffusent pas largement dans le reste de l'économie : de sorte que l'on peut craindre que la concurrence provoquée par l'ouverture des frontières au sein de l'Union du Maghreb Arabe et avec le Sénégal, et l'arrivée consécutive de leurs ressortissants, observée depuis la mi-92, ne viennent remettre en cause l'évolution positive enregistrée en 1990 et 1991.

Quant à la part du secteur informel dans le PIB, on doit considérer qu'elle est très fortement sous-estimée puisque les hypothèses du comptable national reviennent à faire l'hypothèse implicite d'une valeur ajoutée par tête dans ce secteur, inférieure au salaire minimum légal. Si l'on peut admettre, compte tenu de l'évolution de la population active et de l'emploi informel, que les revenus tirés des activités informelles aient eu tendance à diminuer au cours de la dernière décennie, il est difficile d'accepter que le corps d'hypothèses, déjà ancien et périmé, résulte en une estimation aussi faible, et l'enquête sur le secteur informel urbain de l'ONS revêt donc ainsi une importance considérable.

En définitive, s'il a été nécessaire de faire un si grand nombre d'hypothèses et de calculs pour aboutir aux estimations et aux conclusions qui précèdent, il convient de noter que le système d'observation statistique actuellement en place pourrait être très efficacement amélioré à partir des quelques recommandations suivantes :

1- Organiser et utiliser les statistiques de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale en vue d'améliorer le suivi permanent des entreprises du secteur moderne.

L'organisation de la classification par branche d'activité et par ville ou département, des diverses catégories d'entreprises actuellement distinguées par le fichier des employeurs immatriculés à la CNSS (public, privé, moins de 20 salariés, 20 salariés et plus), l'exploitation statistique régulière de ce fichier et l'organisation d'une liaison organique avec le fichier des entreprises suivies par les services de la comptabilité nationale sont des tâches d'autant plus prioritaires qu'elles n'entraînent pratiquement aucun coût supplémentaire.

Il s'agit d'une opération extrêmement simple qui pourrait être confiée à un agent du Département des Statistiques Economiques et des Comptes Nationaux de l'ONS, ou à un agent de la Direction de l'Emploi, au Ministère de la Fonction Publique et du Travail en liaison avec l'agent de la CNSS actuellement en charge de ce travail. Le seul coût supplémentaire éventuel résulterait de la vérification de l'activité des entreprises inscrites sous le nom de leur propriétaire ou dont la raison sociale n'est pas suffisamment explicite ou connue pour que l'on puisse en déduire l'activité de l'entreprise. Cette opération devrait permettre d'étendre la couverture du fichier des entreprises actuellement suivies par les services de la Comptabilité Nationale. Il est à noter que la CNSS a entrepris l'informatisation de son fichier, et qu'elle relève désormais l'activité des employeurs immatriculés.

2. Réaliser une enquête intercensitaire sur l'emploi auprès des ménages

Le choc de 1989 et la rupture ainsi introduite dans les tendances antérieures, la croissance extrêmement forte du taux de chômage et des effectifs de certaines catégories de chômeurs (jeunes, femmes, urbains) constituent des arguments de poids en faveur de l'organisation d'une telle enquête à mi-parcours entre les deux recensements de population de 1988 et 1998. Pour des raisons de coût, d'efficacité et d'opportunité, une telle enquête pourrait être valablement limitée au milieu urbain, et bénéficier des progrès accomplis récemment dans la définition des concepts de population active et dans les méthodes d'enquête sur l'emploi.

3. Etendre le recensement des établissements et l'enquête sur le secteur informel à l'ensemble du milieu urbain est enfin une recommandation urgente et prioritaire qui a déjà fait l'objet d'une proposition.

Urgente parce qu'il importe que cette extension soit réalisée dans un temps relativement rapproché de la première étape qui a porté sur les 3 principales villes du pays.

Prioritaire parce que, compte tenu de la nécessité impérieuse de redéfinir les hypothèses d'estimation du secteur informel dans les comptes nationaux, il est important de disposer de données véritablement représentatives sur l'ensemble du milieu urbain et pas seulement sur les 3 premières villes dont les spécificités sont relativement accentuées. Par ailleurs, l'analyse détaillée des activités informelles en fonction de la taille des villes permettra de faire des hypothèses d'extrapolation à l'ensemble des agglomérations et d'affiner ainsi l'estimation globale du secteur informel dans le PIB.

BIBLIOGRAPHIE

(Afin de faciliter la présentation et l'utilisation de cette bibliographie, un certain nombre de documents cités seront présentés sous l'intitulé global du programme qui les a réalisés : ALECSO : Organisation Arabe pour l'Education, la Culture et les Sciences. RAMS : Rural Assessment Manpower Surveys)

ALECSO, Banque Islamique de Développement, République Islamique de Mauritanie, Ministère de l'Education (1988-91)

- .Projet Enseignement Technique et Formation professionnelle en République Islamique de Mauritanie
- .Situation de l'Emploi et des Ressources Humaines, 1988, 174 p.
par Mohamed SKOURI et Taoufik BACCAR
- .Etude diagnostique de la situation de la formation et de l'emploi, 1989, 241 p.
par Ismail ARMAN, Pierre CHARLES ET Maiten BEL
- .Les relations formation - emploi en R.I.de Mauritanie. Bilan et perspectives
pré-rapport final, Nov-1990, 90 p.
- .Les relations formation - emploi en RIM. Rapport final, 1991.

BRUN J.G (1992) : le secteur privé en Mauritanie, CGEM.ONUDI, 76 p.

Bureau International du Travail (1992) : Mesure de l'emploi dans le secteur informel, Rapport 1 de la réunion d'experts sur les statistiques du Travail. Genève, 28 Janvier - 06 Février 1992, 67 p. (MELS/1992)

CHARMES J. (1990) : Une revue critique des concepts, définitions et recherches sur le secteur informel
in : OCDE : Nouvelles approches du secteur informel,
Paris, 226 p.

CHARMES.J. (1990) : Trente cinq ans de Comptabilité Nationale du secteur informel au Burkina Faso.
Projet PNUD "Appui à la Planification", Ouagadougou.

CHARMES J.(1991) : Deux études sur l'emploi dans le monde arabe.
Dossier du CEPED N° 11

Direction de la Statistique. Recensement Général de la Population 1977
Vol.1 - Résultats prioritaires, 185 p. + annexes.
Vol.2 - Caractéristiques démographiques, 163 p. + annexes.

Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (1985) :
Recensement des activités commerciales, artisanales et industrielles à Nouakchott, 40 p.

- JOURDAIN R. (1977) : Analyse des résultats du recensement du secteur non structuré de Nouakchott, Genève, BIT.
- LEBOURGEOIS J.C.(1990) : Enquête sur les entreprises. Secteur d'activité : Structures métalliques, Nouakchott
- MALDONADO C. (1987) : Petits producteurs urbains d'Afrique Francophone BIT, Genève, 258 p.
- Mc KAY. A. et Cheïkh Abdallahi Ould HOUEIBIB (1992) : Profil de la Pauvreté en Mauritanie, Ministère du Plan, Projet DSA, 83 p.
- Ministère des Finances, Direction des Tutelles des Entreprises Publiques (1991) : le secteur para-public en chiffres 1983-90.
- ISSELMOU Ould MOHAMED (1991) : L'Economie Non Officielle dans le Contexte Mauritanien
in : les pratiques juridiques, économiques et sociales informelles. Actes du colloque de Nouakchott, 8-11 Décembre 1988, PUF, Paris, 559 p. (pp.453 - 458).
- NIHAN G., DVIRY D. et JOURDAIN R. (1978) : Le secteur non structuré "moderne" de Nouakchott. Rapport d'enquête et analyse des résultats, Genève, BIT.
- NIHAN G., JOURDAIN R. et DEMOL E. (1978) : Le secteur non structuré "moderne" de Nouakchott. Résumé des résultats et propositions pour une contribution au développement de son potentiel de formation et d'emploi. Genève, pp. 765 - 776.
- ONS (1990) et Direction de l'Enseignement Technique : "Pré-rapport sur l'enquête formation qualification", 59 p.
- ONS (1991) : Enquête permanente sur les Conditions de Vie des Ménages (EPCV) en Mauritanie - Résultats
- Agriculture, élevage, aide et dépenses alimentaires, 55 p.
 - Première année d'enquête, Déc.87, Janv.89, 89 p.
- ONS (1992) : Résultats prioritaires du Recensement de la Population et de l'Habitat 1988.
Vol.1, 68 p
- ONS (1992) : Enquête sur le secteur informel en milieu urbain - Recensement des Etablissements. Rapport d'exécution et résultats provisoires. 17 p.
- ONS (1992) : Agrégats de la Comptabilité Nationale et Indicateurs Socio-économiques. Année 1989 et Année 1990.
- PITTE J.R (1977) : Nouakchott, Capitale de la Mauritanie. Département de Géographie de l'Université de Paris - Sorbonne V.

RAMS, Ministère de l'Economie et des Finances, Mission d'Etudes et d'Evaluation du Secteur Rural et des Ressources Humaines.

Vol F.S.3.1, s.d, (1980?) "qualifications de la main d'oeuvre"

F.S.3.2 (1980) "Evaluation du système d'éducation formelle", 243 p

F.S.3.3 (1981) "Education non formelle", 237 p.

F.S.2 (1981) "Situation de l'emploi", 109 p.

F.S.2.2 (1981) "Supplément à l'étude sur la situation de l'emploi", 68 p. + annexes

F.S.4.1 (1980) "L'activité économique rurale du secteur privé", 114 p.

AE.4.2 (sd.) "the public sector : organization and operation of rural development activities", 140 p.

OP.7 (1981) : "Impact des stratégies alternatives de développement sur l'emploi". 53 p.

AS.5 (1980) : "la consommation des produits alimentaires et non alimentaires dans le secteur rural", 129 p.

AS.7.1 (1980) : "Sociological Profiles . Black African Mauritania", 69 p.

AS.7.2 (1980) : "Sociological profiles. The Moors" 129 p.

SEDES.CEGOS (1990) : Etude de la politique de gestion des agents de l'Etat. Dossier technique. Effectifs.

SEDES.CEGOS (1991) : Etude de la politique de gestion des agents de l'Etat. Recensement des personnels de l'Etat. Rapport final. 28 p.+ annexes

SOCOGIM (1988) : Aménagement de terrains urbains, Nouakchott, Nouadhibou, Rosso, Kaédi, Kiffa. Etude de faisabilité par Daffa BAKARI et Serge THEUNYNCK. 888 p.

ANNEXES STATISTIQUES

Mode de calcul des indépendants, aides familiaux et salariés par branche d'activité en 1980 et en 1988. Tableaux 18, 20 et 21.

Tableau 18

Hypothèse 1 : Connaissant la répartition des indépendants sédentaires par branche d'activité (Tableau V, annexe), on fait l'hypothèse que les aides familiaux sédentaires se répartissent par branche de manière identique aux indépendants.

Hypothèse 2 : On applique la structure de répartition par situation dans la profession des actifs nomades en 1988, aux actifs nomades de 1977 (136 555) et à leur répartition par branche en 1977.

Exemple : Branche commerce - transport.

23460 indépendants en 1977 + 0,2 (60758 aides familiaux 1977) + (0,543 indépendants nomades + 0,338 aides familiaux nomades en 1988) x 0,0263 (136 555)
 = 23 460 + 12 510 + 3 160 = 39 130 actifs dans les entreprises familiales en 1977, soit 48 340 en 1980 en appliquant le taux de croissance annuel de 7,3%. Comme ce chiffre est supérieur au chiffre de 43 000 trouvé par solde, on garde 43 000 et on considère que la totalité de l'emploi informel de la branche est un emploi dans les entreprises familiales.

Hypothèse 3 : Il ya 28 100 emplois dans la branche "administration - banques". Comme l'enquête sur le secteur moderne donne 2 100 emplois dans les banques, l'administration au sens large compte 26 000 personnes, ce qui est nettement supérieur à l'hypothèse du tableau 10.

Hypothèse 4 : Nombre de salariés

Au total, il ya 70540 salariés et 12 840 dépendants (1).
 Tout l'emploi dans le secteur moderne est salarié = 41 500 (2)

Le personnel domestique est salarié ou dépendant:
 20 500 (3)

Il ya 3 000 salariés et employeurs dans le secteur informel, soit par hypothèse 1 500 employeurs et 1 500 salariés : 1 500 (4)

Nous avons donc l'équation : $70\ 450 + 12\ 840 = 41\ 500 + 20\ 500 + 1\ 500 + x$, x étant le nombre de salariés agricoles, ce qui nous amène à redresser le nombre d'indépendants et aides familiaux agricoles. Nombre de salariés agricoles : 19 800.

Tableau 20

- Hypothèse 1:** L'emploi dans le secteur informel de l'artisanat, du commerce et des services est donné par l'enquête RAMS en faisant des hypothèses sur la taille moyenne des établissements (1,1 pour le commerce par exemple). On en déduit par solde, l'emploi dans le secteur moderne de ces branches, sauf pour les services où il est nécessaire de faire une hypothèse sur la part de Nouakchott dans les services modernes : 300 emplois sur 493 (environ les 3/5) L'emploi des personnels domestiques est alors de 7500 (emploi total des services y compris les domestiques) -2 400, soit 5 500.
- Hypothèse 2:** On interpole le nombre total de salariés entre 1977 et 1988 pour obtenir l'estimation de 1980 de laquelle on retranche les effectifs du secteur moderne et le personnel domestique. Les salariés des micro-entreprises s'élèvent ainsi à 10 025. On en déduit le personnel des entreprises familiales par soustraction avec l'emploi informel total et on répartit l'emploi non salarié selon la structure donnée au tableau V de l'annexe.

Tableau 21 :

- Hypothèse 1:** Nouakchott regroupe 50% de l'ensemble des effectifs de l'Administration.
- Hypothèse 2 :** Le personnel domestique à Nouakchott est calculé sur la base de la part que représente la capitale dans l'ensemble de la population urbaine, soit $53,2\% = 11\ 900$ personnes. L'emploi dans les services informels peut ainsi être calculé par solde, comme pour les autres branches.
- Hypothèse 3:** Le total des indépendants et aides familiaux est connu (tableau IV en annexe), de même que le nombre total de salariés duquel on déduit les effectifs du secteur moderne et le personnel domestique : 17 288 salariés restent à répartir entre les diverses branches d'activité.
- Pour l'agriculture et les industries extractives, on a utilisé pour ce faire les coefficients de 1980.
- Pour le commerce, l'enquête de 1980 avait montré que 44,9% des effectifs étaient des étalagistes ou ambulants. Pour les autres, on a considéré qu'ils étaient constitués à hauteur de 20% par des salariés (cette proportion est de 25% en 1991, et l'on fait l'hypothèse que la croissance du commerce entre 1988 et 1991 s'est traduite par une augmentation proportionnelle du nombre de salariés). Le reste des effectifs salariés est réparti au prorata des diverses branches restantes.

Remarque : on a déduit des effectifs du secteur moderne les emplois des entreprises de Nouadhibou.

Tableau I : Répartition des actifs occupés par branche d'activité et par milieu en 1977.

BRANCHES D'ACTIVITE	ENSEMBLE MAURITANIE	URBAIN	RURAL	NOUAKCHOTT	NOUADHIBOU
Agriculture, élev.	2 69 064	51 590	217 474	1 370	369
Ind. extractives, eau	7 230	6 897	333	960	2 581
Ind. manufact.	1 541	1 469	72	413	880
Artisanat	15 092	8 239	6 853	2 828	263
Bâtiment, TP.	9 515	7 807	1 708	5 276	411
Commerce	31 592	18 532	13 060	7 625	1 236
Transport	5 241	4 392	849	2 105	989
Administration,	23 567	18 671	4 896	10 113	848
Banques, Services	24 707	16 286	8 421	6 341	731
Non désignés	139	122	17	94	--
Total	387 688	134 005	253 683	37 125	8 308
dont non agricole	118 624	82 415	36 209	35 755	7 939

Source : RP 1977

Remarque : les actifs nomades ont été inclus dans les branches agriculture, artisanat, commerce et transports et services (autres) sur la base de 1,5 actif par ménage exerçant une activité dans ces branches.

Tableau II : Répartition de la population occupée par branche d'activité par sexe et par milieu en 1988.

		ENSEMBLE MAURITANIE	NOUAKCHOTT	NOUADHIBOU
Agriculture, élevage	Hommes	177 799	3 403	6 089
	Femmes	51 971	496	286
	Total	229 770	3 899	6 375
Ind. extractives,	H	6 164	554	2 246
	F	348	74	139
	T	6 512	628	2 385
Ind. manufacturières	H	5 261	2 765	569
	F	1 595	564	63
	T	6 856	3 329	632
Eau, Gaz, Electricité	H	1 358	761	218
	F	75	41	6
	T	1 433	802	224
Bâtiment, TP.	H	13 878	4 551	1 064
	F	381	141	25
	T	14 259	4 692	1 089
Commerce	H	57 721	21 373	2 846
	F	18 053	7 853	596
	T	75 774	29 226	3 442
Transport-Communications	H	9 353	5 022	739
	F	370	238	29
	T	9 723	5 260	768
Banques - Assurance	H	1 172	812	168
	F	343	266	32
	T	1 515	1 078	200
Administration-Services	H	63 748	29 776	5 391
	F	30 782	7 832	455
	T	94 530	37 608	5 846
Total non agricole	H	158 655	65 614	13 241
	F	51 947	17 009	1 345
	T	210 602	82 623	14 586
Total Général	H	336 454	69 017	19 330
	F	103 918	17 505	1 631
	T	440 372	86 522	20 961

Tableau III : Répartition de la population occupée par sexe, milieu et situation dans la profession 1977

		ENSEMBLE MAURITANIE	URBAIN	RURAL	NOUAKCHOTT	NOUADHIBOU
Employeurs	Hommes	541				
	Femmes	10				
	Total	551	423	128	213	27
Indépendants	H	101 762				
	F	16 659				
	T	118 421	56 127	62 294	10 700	1 505
Aides familiaux	H	33 677				
	F	27 081				
	T	60 758	20 314	40 444	383	73
Dépendants	H	6 817				
	F	6 019				
	T	12 836	7 586	5 250	1 663	81
Salariés	H	53 139				
	F	7 274				
	T	60 413	49 555	10 858	24 166	6 662
Ensemb.n.salaries	H	142 797				
	F	49 769				
	T	192 566	84 450	108 116	12 959	1 686
Tot.sans nomades	H	195 936				
	F	57 043				
	T	252 979	134 005	118 974	37 125	8 348
Ensemb.n.salariés avec nomades	H	257 592				
	F	71 529				
	T	329 121	84 450	244 671	-	-
Total Général	H	310 731				
	F	78 803				
	T	389 534	134 005	255 529	37 125	8 348

Sources : RP. 1977 (résultats prioritaires) et RAMS FS.3-1.
Qualifications de la main d'oeuvre. Tableau 1.5. p.15

Tableau IV : Répartition de la population occupée par sexe, milieu et situation dans la profession en 1988.

		ENSEMBLE MAURITANIE	NOUAKCHOTT	NOUADHIBOU
Employeurs	Hommes	3 680	997	158
	Femmes	818	111	11
	Total	4 498	1 108	169
indépendants	H	187 196	26 742	5 278
	F	57 476	9 289	637
	T	244 672	36 031	5 915
Aides familiaux	H	42 930	744	255
	F	26 727	429	139
	T	69 657	1 173	394
Apprentis	H	2 304	1 289	147
	F	503	165	22
	T	2 807	1 454	169
Autres	H	1 249	536	93
	F	522	129	10
	T	1 771	665	103
Salariés perman.	H	52 964	24 275	8 605
	F	8 297	4 797	642
	T	61 261	29 072	9 247
Salariés tempor.	H	46 537	15 161	4 559
	F	9 773	2 695	163
	T	56 310	17 856	4 722
Ensemb.n.salariés	H	237 359	30 308	5 931
	F	86 046	10 120	819
	T	323 405	40 428	6 750
Total Général	H	336 860	69 744	19 095
	F	104 116	17 612	1 624
	T	440 976	87 356	20 719

Source RP.88

Tableau V : Répartition des indépendants sédentaires par branche d'activité et milieu. 1977

	ENSEMBLE MAURITANIE		NOUAKCHOTT		NOUADHIBOU	
		%		%		%
Agriculture	77 050	65,5	910	8,1	160	11,0
Industrie	40	-	30	0,3		
Artisanat	9 270	7,9	1 760	15,7	150	10,3
Bâtiment TP	4 010	3,4	1 560	13,9	140	9,6
Commerce et Transport	23 460	20,0	5 940	52,8	900	61,6
Services	3 690	3,1	1 010	9,0	110	7,5
Autres	30	-	30	0,3	-	-
Total	117 550	100,0	11 240	100,0	1 460	100,0
dont non agricole	40 500	34,4	10 330	91,9	1 300	89,0

Source : RAMS. FS 2 : situation de l'emploi. Tableau 3.30 p.79

LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

Ministère du Plan

- .MOHAMEDOU Ould MICHEL, Ministre du Plan ;
- .MOHAMED Ould ABBA, conseiller du Ministre du Plan, coordinateur du projet "Dimensions Sociales de l'Ajustement".

Direction du Plan

- .FALL N'GUSSAHY, Directeur du Plan ;
- .ABDELLAHI Ould CHEIKH SIDIYA, Directeur adjoint du Plan ;
- .MARYAM Mint BEDDY, cadre responsable des programmes sectoriels.

Direction des Ressources Humaines

- .SIDI MOHAMED Ould SIDINA, Directeur des Ressources Humaines ;
- .MOKTAR Ould MOHAMED YAHYA, Directeur adjoint des Ressources Humaines.

Cellule de Réhabilitation du secteur para-public

- .EL KHALIL Ould DIDI, cadre.

Projet DSA

- .CHEIKH Ould HOUEIBIB, secrétaire permanent.

Office National des Statistiques (ONS)

- .MOHAMED ABDELLAHI Ould MOHAMED LEMINE, Directeur général de l'ONS ;
- .SIDNA Ould N'DAH, Directeur général adjoint de l'ONS, responsable de l'enquête permanente DSA ;
- .SAADNA Ould BAHEIDA, chef du Département des Statistiques Economiques et des Comptes Nationaux ;
- .BABA Ould BOUMEISS, chef du Département des Statistiques Démographiques et Sociales ;

- .MOHAMED VALL Ould MOHAMED SALEM, chef du Service Informatique ;
- .CHEIKH EL KEBIR Ould JEDNA, informaticien de projet ;
- .SAMBA Ould SALEM, chef du Service des Statistiques de Production et des Comptes Nationaux ;
- .MOHAMED Ould HAIBA, conseiller du Directeur général ;
- .Georges DETRE, coopérant technique, conseiller du Directeur général.

Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et des Sports

- .HAMMA Ould MOHAMED LEMINE, Directeur de l'Emploi ;
- .ABDELLAHI Ould BOU BACCAR, Directeur de la Formation Professionnelle ;
- .ETHMANE Ould SALEM, Directeur du Travail.

Ministère de l'Education Nationale

- .AHMEDOU Ould DAHAH, Directeur de l'Enseignement technique;
- .TAH Ould ABDERRAHMANE, Directeur du Lycée Commercial.

Ministère du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme

- .ABDERRAHMANE Ould BRAHIM KHLIL, Directeur de l'Artisanat.

Ministère de l'Equipeement et des Transports

- .SIDI MOHAMED Ould MOHAMED SALEM, chef du Service Bâtiment, Direction de l'Habitat et de l'Urbanisme.

Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)

- .MUSTAPHA Ould ABDALLAH, Directeur des Etudes et de la Législation.

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

- .BEN AMAR, économiste principal.